

## POUR LE RETRAIT DE LA LOI TRAVAIL

## CONTRE L'ÉTAT POLICIER

# On ne lâche rien!

### Dossier

Mai 68 à la lumière  
du mouvement contre  
la loi travail **Pages 6 et 7**

### ÉDITO

Provocations d'un  
gouvernement aux abois  
Page 2

### ACTU INTERNATIONALE

Égypte: après le 25 avril...  
Page 5



### ACTU SOCIALE

Assurance chômage: intermittence,  
le piège de l'isolement  
Page 8

### LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Petros Constantinou  
sur les migrants en Grèce  
Page 12



édito

Par YVAN LEMAITRE

## Provocations d'un gouvernement aux abois

Depuis la Nouvelle-Calédonie, Valls avait organisé la mise en scène des provocations policières avant les défilés du 1<sup>er</sup> Mai, en appelant chacun à «prendre ses responsabilités, quand on organise une manifestation», ajoutant «les mises en cause du travail des forces de l'ordre ne sont pas admissibles». Par avance, il couvrait sa police et désignait aussi les responsables, les organisateurs avec en première ligne les organisations syndicales... Depuis deux mois qu'a commencé le mouvement contre la loi travail, le gouvernement utilise sa police pour créer un terrain favorable aux incidents comme aux provocations avec la complicité des médias qui les relaient complaisamment. Les CRS se mettent au contact direct des manifestants, multipliant les gestes brutaux et les attitudes provocatrices. Ils interviennent dans les cortèges comme ils l'ont fait le 1<sup>er</sup> Mai à Paris, coupant en deux le début de la manifestation puis empêchant celle-ci d'avancer normalement. La mise en scène passe par un large usage des bombes lacrymogènes. À la fin des manifs, les policiers vont à la pêche pour arrêter des jeunes afin de «faire du chiffre». Les CRS placés par le ministre de l'Intérieur et les préfets dans de telles situations s'affolent. On a pu voir des coups de poing en plein visage sur des manifestants menottés lors de l'évacuation très musclée de Nuit debout place de la République à Paris, des coups de pied contre des passants. À Rennes, un étudiant a perdu un œil à la suite d'un tir de flash-ball. Lundi, 47 lycéens du 92 ont été convoqués à la Sûreté territoriale de Nanterre, suite à leur participation au mouvement sur leur établissement avant les vacances scolaires. Et les 13 qui se sont présentés ont immédiatement été placés en garde à vue... En organisant ce harcèlement policier, le gouvernement recherche délibérément un pourrissement de la situation. Il veut empêcher le mouvement de s'élargir, salir l'image de celles et ceux qui contestent sa politique réactionnaire, antisociale. Alors que commence le débat parlementaire, sans majorité, dépourvu de toute autorité y compris sur ses propres troupes, il est aux abois, agresse avec arrogance pour tenter vainement de rallier à lui l'opinion la plus conservatrice et réactionnaire contre le monde du travail et la jeunesse. Une politique qui l'affaiblit encore plus. Imposer le retrait, c'est possible si nous nous y mettons tous ensemble...

## À la Une

# Pour le retrait de la loi travail, Contre l'Etat policier, On ne lâche rien!

28 avril, 1<sup>er</sup> Mai, 3 mai: voilà encore trois journées supplémentaires à notre actif de manifestations, de grèves, de blocages, d'assemblées sur nos lieux de travail ou d'études, de discussions lors de Nuits debout... Autant de preuves que, plus que jamais, le mouvement contre la loi El Khomri continue!

Le 28 avril, les forces de police se sont déchaînées contre les manifestantEs: un jeune a perdu un œil à Rennes, il y a eu des tirs tendus de grenades lacrymogènes contre le cortège de Solidaires à Marseille, deux syndicalistes ont été arrêtés sur le port de Gennevilliers suite à un blocage et placés sous contrôle judiciaire... Au total plus de 200 blesséEs et plus de 200 arrestations. Et le 1<sup>er</sup> Mai, la police a encore une fois gazé les cortèges et arrêté de nombreux manifestantEs, notamment à Paris. Devant la ténacité du mouvement contre la loi travail, le gouvernement et ses chiens de garde agressent les travailleurEs, les jeunes et leurs organisations pour tenter de les intimider afin d'imposer sa loi. Valls et Cazeneuve sont les seuls responsables des violences lors des manifestations en donnant l'ordre aux CRS d'être en permanence au contact des manifestants, en envoyant ses flics en civil, provoquer et casser dans les manifs. Ils attaquent ouvertement les syndicats opposés à la loi travail et reçoivent le soutien de la droite et de l'extrême droite qui réclament l'interdiction des manifestations et de Nuit debout. Tous ces gens, défenseurs des riches et du Medef, des banques, ont peur. Ils voient bien que le mouvement qui s'est levé rejette leur système injuste et inhumain où une poignée de privilégiés s'enrichissent sans limite au détriment de la majorité de la population.

**La légitimité est de notre côté**  
Ils ont peur, provoquent et répriment parce qu'ils savent fort bien que leur



Dans la manifestation du 1<sup>er</sup> Mai à Paris, debout! PHOTO: THÈQUE ROUGE/MILU

politique ne sert pas les intérêts de la population mais celle des banques et des multinationales. Ils savent bien que leur cinéma sur la reprise, c'est du bidon: le chômage ne recule pas... c'est le nombre de chômeurEs indemnisés qui recule tandis que le nombre de précaires, lui, augmente! Ils savent que si «ça va mieux» comme le prétend Hollande, ce n'est que pour les profits et les salaires des patrons mais pas pour les salariéEs, pas pour les jeunes. C'est pourquoi leur politique d'intimidation ne doit pas nous faire reculer bien au contraire. D'une certaine façon, gouvernement, droite et FN sont en train de convaincre largement que la légitimité des revendications du mouvement est totale. Oui, il faut imposer le retrait de la loi El Khomri et pour cela, il faut commencer à établir un autre rapport de forces... et que les journées de grève espacées que nous connaissons depuis le 9 mars n'ont pas suffi à imposer!

Pour contraindre le gouvernement à céder, nous avons besoin de construire un mouvement d'ensemble qui paralyse l'économie, une grève générale. Il est nécessaire que tous les salariéEs arrêtent de travailler au même moment, pas une seule mais plusieurs journées de suite, que le pays et la production s'arrêtent.

### Un joli mois de mai... pour la grève générale!

Si une nouvelle journée de grève interprofessionnelle, couplée avec une nouvelle grève à la SNCF contre la casse du statut des cheminotEs, est programmée pour la mi-mai par l'intersyndicale nationale, l'enjeu sera de faire en sorte que celle-ci soit bel et bien – enfin – le début de la grève qu'on «reconduit» comme l'a dit Martinez, le dirigeant de la CGT, au meeting de Nuit debout le 28 avril à Paris après la manifestation. Cela se fera en discutant, sur nos lieux de travail, en assemblée générale, en osant franchir le pas vers un

mouvement qui dure et qui engage enfin le vrai bras de fer.

Souvent, nous nous sommes battus isolés les uns des autres, et souvent nous avons perdu. Aujourd'hui, nous voyons enfin la possibilité de regrouper nos forces et de mettre un coup d'arrêt au gouvernement et au patronat. Pour toutes celles et ceux qui se sont mobilisés contre la fermeture de leur entreprise, contre des licenciements ou contre les suppressions de postes dans la fonction publique, pour toutes celles et ceux qui refusent le travail le dimanche, pour toutes celles et ceux qui se battent pour l'égalité salariale entre les hommes et les femmes, pour toutes celles et ceux qui n'en peuvent plus de la misère et de la précarité, c'est aujourd'hui l'occasion de faire bloc et de gagner. Ayons confiance dans nos forces, celles du nombre, celles d'une classe sociale qui fait marcher la société et qui a donc le pouvoir de la bloquer.

Marie-Hélène Duverger

## GOVERNEMENT

# La méthode Coué du président-candidat

Hollande fête actuellement son quatrième anniversaire au pouvoir et selon le gouvernement sa politique économique et sociale porterait enfin ses fruits. Les indicateurs seraient au beau fixe: une croissance en hausse de 0,5%, un déficit en baisse, un chômage en perte de vitesse, de moins en moins de faillites d'entreprises, un rebond de la consommation des «ménages» et, cerise sur le gâteau, un contrat de 34 milliards d'euros entre la France et l'Australie pour construire des sous-marins. Des «bons» chiffres qui permettraient déjà à Hollande de dire le 14 avril dernier lors de son passage sur France 2 que «Oui ça va mieux, il y a plus de croissance, il y a moins de déficits».

À entendre le dernier quarteron de fanatiques organisé dans le collectif Hé oh la gauche! lancé par Stéphane Le Foll, les dernières semaines ont été bonnes pour le gouvernement: contrat du siècle avec l'Australie, baisse du chômage en mars, croissance en hausse... Tellement bonnes que les ténors du gouvernement n'ont de cesse de nous rabâcher que «ça va mieux». Vraiment?

Derrière ce fameux leitmotiv repris en boucle par l'ensemble des membres du gouvernement et du PS, le début de la campagne de Hollande pour 2017 se dessine.

### Des chômeurs par millions

Les chiffres du chômage de mars publiés la semaine dernière font état d'une baisse de 60 000 demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A (chômeurEs sans aucune activité).

Le gouvernement a aussitôt salué «une évolution positive des chiffres du chômage» et crié sur toutes les ondes que «la courbe du chômage s'est inversée!», qu'il y avait une reprise de l'emploi. Ben voyons! En réalité, au mois de mars, le nombre d'inscrits en catégorie A, B et C n'a reculé que de 8 700 personnes et le nombre total de chômeurEs en France reste très élevé, 6,48 millions de personnes, soit 200 000 de

plus qu'en mars 2015. Par ailleurs, l'ancienneté des inscritEs à Pôle emploi ne cesse de crever les records: 580 jours fin mars, soit encore deux jours de plus que le mois précédent. Et 46% des inscritEs ont plus d'un an d'ancienneté. De plus, le nombre de nouveaux inscritEs au chômage a augmenté en mars de 532 000 sur le mois (+ 0,2%)... et le nombre de cessations d'inscription et de radiations administratives ne cesse de

## BIEN DIT

Le projet de loi El Khomri vise à assouplir les règles juridiques qui s'imposent aux entreprises au nom de la compétitivité, de l'emploi, et de l'amélioration de l'accès des précaires au CDI. L'apologie de la nécessaire «flexibilisation» du marché du travail repose pourtant sur une vision de ce dernier totalement déconnectée des réalités. Aucune étude n'atteste d'un lien entre le niveau de protection garantie aux salariés occupant un CDI et le niveau de chômage. En revanche, toutes nos enquêtes conduisent à démonter le mythe de la «rigidité» du marché du travail français et de la surprotection de ses salariéEs...

«Cette "flexibilité" qui ne fait que s'aggraver», PAUL BOUFFARTIGUE et BAPTISTE GIRAUD, chercheurs au Laboratoire d'économie et de sociologie du travail d'Aix-en-Provence, tribune publiée dans Libération du lundi 2 mai 2016.

# Un monde à changer

**400 SMIC POUR UN MI-TEMPS...** Un des discours fréquemment utilisé par l'économie dominante pour vanter le capitalisme est celui de la souveraineté des actionnaires (la « *démocratie actionariale* » pour parler comme Macron...) : ils seraient supposés prendre des risques en achetant des actions et, en contrepartie, prennent les grandes décisions dans leurs assemblées générales annuelles. En fait, la « *démocratie actionariale* », c'est du bidon : seuls les gros actionnaires et les PDG décident, comme vient de le démontrer le cas de Renault.

L'assemblée générale a rejeté le niveau de rémunération du PDG Carlos Ghosn, jugée trop élevée : 7,25 millions d'euros annuel pour un mi-temps, car Ghosn est en même temps PDG de Nissan, touchant à ce titre 8 millions d'euros. Mais après l'AG des actionnaires, le conseil d'administration s'est assis sur cette décision et a bien confirmé les 7,25 millions d'euros.

Les membres importants de ce conseil représentent essentiellement les sommets du grand capital : Thierry Desmaret

(président d'honneur de Total), le financier Marc Ladreit de Lacharrière, Franck Riboud (Danone), Alain J-P Belda (la banque d'affaire Warburg Pincus entre autres...), Pascal Sourisse (Thalès), Cherie Blair (femme de l'ancien Premier ministre britannique), etc. Pas étonnant qu'ils veuillent faire plaisir à leur copain Carlos : pour le commun des mortels, un mi-temps c'est souvent un demi-smic, mais pour Ghosn, un mi-temps chez Renault, c'est un peu plus de 400 smic ! Quant à l'État, il fait semblant de protester, mais laisse passer et accepte de renoncer à ses droits de vote double sur les questions de rémunération des dirigeants de Renault. Carlos est en bonne compagnie. En Allemagne, Volkswagen prévoit de verser à ses 12 actuels et anciens membres du directoire 63,24 millions d'euros au titre de 2015... année qui s'est soldée par une perte record. Quant au PDG menteur de la Société Générale, Frédéric Oudéa, sa rémunération 2015 augmente de 35,4% par rapport à l'année précédente. Décidément, c'est le jackpot pour les licenciés et les affairistes.

## NUCLÉAIRE Tchernobyl, c'est la zone !

Un message à l'usage des écologistes est nécessaire. On va donc distribuer des pilules d'iode à la population riveraine des réacteurs dans un rayon plus étendu, mais sans fermer aucune des installations vieillissantes. Jean-Claude Delalonde, président de l'Anclli (Association nationale des comités et commissions locales d'information) n'y voit d'ailleurs « *qu'une annonce faite à un an des élections présidentielles.* »

Pourtant, plus des deux tiers des réacteurs français ont dépassé l'âge de trente ans d'activité et seront prolongés jusqu'à 50 ans... Une situation qui fait dire à Pierre-Franck Chevet, le président de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) dans un entretien au *Monde*, le jour même de la déclaration de la ministre : « *En France, nous pouvons avoir des séismes ou des inondations supérieurs à ceux qui étaient prévus, des actes de malveillance contre une centrale... Penser que cela n'arrive qu'aux autres revient à ne pas tirer les conséquences d'un accident. Le Japon s'est fait surprendre. Gardons à l'esprit que nous pouvons aussi nous faire surprendre.* »

Or les exemples de Fukushima et de Tchernobyl montrent que ce sont des zones qui dépassent les 100 km autour d'un réacteur qui sont touchées dans les heures qui suivent la catastrophe. Ainsi

*Trente ans après Tchernobyl, cinq après Fukushima, après les dizaines de milliers de mortEs et la pollution pour des milliers d'années des villes et villages, le gouvernement par la voix de Ségolène Royal annonce que la France va étendre les zones de PPI (plan particulier d'intervention)<sup>1</sup> de 10 à 20 km autour des 19 centrales nucléaires présentes sur le sol français...*



le 27 avril 2016, le gouvernement belge a décidé de suivre les préconisations du Conseil supérieur de la santé en passant de 20 à 100 km le rayon de distribution des pilules d'iode. Le président de l'ASN le confirme dans le même entretien au *Monde* : « *à terme, les plans d'urgence devront effectivement être complétés jusqu'à un rayon de 100 km, et surtout être adaptables en fonction de l'événement.* »

### Une décision électorale irresponsable

Vu les densités de population autour de nos centrales (plus de deux millions de personnes), plus qu'à Fukushima et Tchernobyl, et le risque reconnu par tous d'un probable accident nucléaire dans notre pays, une distribution d'iode aux populations est nécessaire. Mais attention, ce n'est pas parce que chacun recevra ses pilules que le

risque nucléaire n'existe plus : les conséquences sanitaires, environnementales et économiques d'une telle catastrophe ne sont pas évacuées. Après Tchernobyl et Fukushima, il est donc temps d'en finir avec notre dépendance à l'atome.

C'est bien de la fermeture définitive des 19 centrales, à commencer par celles qui ont dépassé les 30 années de fonctionnement, dont il faut débattre si on veut éviter de distribuer de l'iode aux populations aujourd'hui... et devoir les évacuer définitivement et dans l'urgence demain.

Dans le cadre du débat électoral, Nicolas Sarkozy, président du parti Les Républicains, va toujours plus loin et affirmait il y a quelques jours dans le *Journal du dimanche*, vouloir revenir sur l'objectif gouvernemental de réduction de 75 % à 50 % de la part de l'énergie nucléaire en France d'ici à 2025 car « *il n'y a pas d'alternative crédible au nucléaire* »...

Vraiment, les nucléocrates sont à la masse (atomique) !

### Commission nationale écologie

1- PPI: Le plan particulier d'intervention, conçu et rédigé par les pouvoirs publics, constitue un volet du dispositif Orsec départemental.

progresser : 250 000 en décembre ; 260 000 en janvier, 270 000 en mars. Dans ces conditions, le nombre d'inscrits à Pôle emploi a bien fléchi de 8 000 en mars, mais le nombre de sans-emploi a moins baissé que le nombre de chômeurs à temps partiels ou radiés n'a progressé. Rappelons enfin que depuis 2013, la véritable envolée de l'emploi concerne les travailleurs à temps partiel à plus de 78 heures par mois (+ 102 000).

Bref, en quatre ans, la précarité, le chômage n'a eu de cesse d'augmenter... tout comme les cadeaux fiscaux aux entreprises pour soi-disant relancer l'emploi...

### Tirer les vrais bilans... et solder les comptes !

Depuis son arrivée au pouvoir, Hollande mène la même politique économique que ses prédécesseurs,

en pire : baisse du « *coût du travail* » et réduction des déficits avec une réduction historique des cotisations sociales et de la fiscalité pour les entreprises, l'allongement de la durée de cotisations à la retraite, le gel des minima sociaux, la hausse de la TVA, la baisse des dépenses sociales, le gel du point d'indice des fonctionnaires jusqu'en 2016 (que le dernier petit cadeau de début de campagne, l'augmentation de la prime des enseignantEs du premier degré, ne suffira pas à effacer...)... Et ce serait cette politique en faveur des plus riches qui donnerait aujourd'hui de bons résultats ? Ce que le gouvernement et le PS oublient de dire, c'est que les prétendus « *bons* » indicateurs économiques sont avant tout dus à des facteurs macroéconomiques, à commencer par la baisse du taux de change de l'euro qui joue en faveur des

entreprises, du relâchement de la contrainte budgétaire ainsi que la baisse continue du prix du pétrole. Cette euphorie d'en haut ne nous fera pas oublier les conséquences de cette politique d'austérité sur la majorité des salariéEs, des jeunes, du monde du travail : une pauvreté qui, tout comme la précarité et le chômage, n'a cessé de progresser pour atteindre 14,2% en 2014, et même 19% chez les moins de 25 ans. Il est là, le vrai bilan de cette gauche au pouvoir. **Sandra Demarcq**



## Le chiffre

# 69%

*C'est le pourcentage de sondés, soit plus des deux tiers, qui pense que la lutte des classes est toujours d'actualité, selon le dernier baromètre des événements Odoxa-MCI publié vendredi 29 avril. C'est cinq points de plus qu'il y a trois ans...*



## Agenda

### Samedi 7 mai, fête du NPA 75, Paris.

À partir de 13 h 30, projections, théâtre, débats ; à 18 h, meeting avec Philippe Poutou ; à 20 h, concert avec Sidi Wacho. Salle Olympe-de-Gouges, 15, rue Merlin, Paris 11<sup>e</sup>.

### Mardi 10 mai, réunion publique unitaire sur la loi travail, Paris.

Avec un cheminot et une inspectrice du travail, à 19 h au Royal Est (1<sup>er</sup> étage), 129 rue du Faubourg Saint-Martin, Paris 10<sup>e</sup> (Métro Gare-de-l'Est).

### Vendredi 20 mai, fête du NPA 86, Poitiers.

À partir de 19 h, projection, débat, concert et restauration, à l'auberge de jeunesse de Poitiers.

### Samedi 28 mai, fête du NPA 31, Toulouse.

À partir de 13 h, projection, débat, concert, restauration et meeting avec Philippe Poutou, salle San-Subra, 2, rue San-Subra (Métro Saint-Cyprien).

## NO COMMENT

*Après des semaines d'exactions, de pillages et de violences, les images sans équivoque qui défilent dans les médias démontrent une seule convergence des luttes : celles des professionnels de l'insurrection de l'ultra gauche venus de toute l'Europe. Après les déclarations publiques des Mélenchon, Besancenot et autres spécialistes de l'agitation (...), il est désormais clair que la CGT rejoint les camps des casseurs et du totalitarisme de la rue.*

Extrait d'un communiqué du syndicat de policiers SYNERGIE-OFFICIERS (CFE-CG) du mardi 2 mai réagissant à la nouvelle affiche d'info'com CGT contre la répression policière

## L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

**Rédaction :**  
0148 70 42 27  
redaction@npa2009.org

**Diffusion :**  
0148 70 42 31  
diffusion.presse@npa2009.org

**Administration :**  
0148 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN :**  
2269-3696

**Commission paritaire :**  
0419 P 11508

**Société éditrice :**  
Nouvelle Société de  
presse, d'audiovisuel et  
de communication.  
SARL au capital  
de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage :**  
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur  
de publication :**  
Ross Harrold

**Secrétaire  
de rédaction :**  
Manu Bichindaritz

**Maquette :**  
Ambre Bragard

**Impression :**  
Rotographie, Montreuil-  
sous-Bois  
Tél. : 0148 70 42 22  
Fax : 0148 59 23 28  
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

**IMPRIM'VERT®**



## En bref

### Metz (57) «Police partout»... Et justice?

Le 26 avril, nos camarades comparaissent pour «outrage aux forces de l'ordre» (Yann, CGT PSA Trémery) et «rébellion et violence sur agent» (Denis, CGT communaux de Metz) lors du blocage/sit-in du 17 mars dernier du pont à l'entrée de la fac. Ils militent tous deux au NPA.

Leur avocate a très énergiquement plaidé la relaxe. La sanction demandée – 500 euros d'amende pour chacun – a été présentée comme une manifestation de clémence... Si les prévenus risquaient effectivement des peines beaucoup plus lourdes, l'amende réclamée par le procureur n'en constitue cependant pas moins une injustice flagrante car les seules victimes sont Yann et Denis. Pas d'ITT pour les policiers... Leur seul traumatisme, un doigt d'honneur outrageant.

Par contre, Yann a été matraqué, et son arcade sourcilière éclatée a nécessité cinq points de suture. Blessé à 17 heures, il ne sera soigné à l'hôpital que dans la nuit entre 1 heure et 2 heures du matin. Il aura 4 jours d'ITT. Précisons que l'«outrage» (qu'il reconnaît) a eu lieu au moment où les pompiers l'emmenaient pour le soigner, et c'est alors que les CRS l'ont arraché des mains de ceux-ci...

L'«agression» de Denis sur les policiers (qu'il ne reconnaît pas bien entendu) a eu lieu alors qu'il était à terre... avec trois policiers sur lui. Il est donc logique que le seul blessé, ce soit lui : 7 jours d'ITT...

Lors de ce procès dont le délibéré aura lieu le 24 mai, il faut noter un réquisitoire surréaliste du procureur : «en 68, sur les barricades, je criais CRS, SS!»... Un procureur qui a aussi étalé sa méconnaissance des faits : «des milliers de manifestants se dispersent aux injonctions de la police et vous restez dans le carré des irréductibles»... alors que ce 17 mars, seuls 100 à 150 personnes avaient participé au blocage... À souligner aussi l'avocate qui a imposé le visionnage d'une vidéo d'un étudiant démontrant le caractère pacifique du sit-in.

Soulignons enfin l'importance des deux rassemblements de soutien, 150 et 100 personnes, l'importance des témoignages, et de la campagne politique de solidarité. Et c'est très logiquement que plainte a été déposée pour violences policières.

### Lanceur d'alerte Honnête...

**donc «anticapitaliste»!** Mardi 26 avril, s'est ouvert au Luxembourg le procès des deux lanceurs d'alerte et du journaliste à l'origine de «LuxLeaks», le scandale ayant démontré que le pays avait accordé de juteux avantages fiscaux aux entreprises.

Apple, Amazon, Ikea, McDonald's ou BNP-Paribas bénéficiaient ainsi d'accords exorbitants leur permettant de payer un montant d'impôt ridicule sur leurs bénéfices. Parmi les inculpés, Antoine Deltour, un Français, ancien employé du géant du conseil PriceWaterhouseCoopers (PwC) au Luxembourg, a copié quelque 28000 documents décrivant près de 350 de ces accords fiscaux, cela avant de démissionner de son poste en 2010.

Deltour assume son geste et n'en a pas tiré le moindre bénéfice financier. Roger Hayard, le commissaire de police luxembourgeois qui a mené l'enquête, l'a dénoncé comme «anticapitaliste»... s'appuyant sur des commentaires Facebook où Antoine Deltour semblait «avoir du mal à accepter» que le «commun des mortels» paye des impôts alors que les grandes entreprises s'en dispensent largement. De plus, il avait des lectures suspectes puisqu'il était abonné à des listes de diffusion de mouvements écologistes et «suivait l'actualité» de Mediapart.

On pourrait en rire si Deltour ne risquait pas une condamnation, et éventuellement la prison, ce qui signifierait la perte de son nouvel emploi de fonctionnaire dans l'administration française (donc soumis à l'obligation d'un casier judiciaire vierge). Et pendant ce temps, droite et socialistes du Parlement européen (avec l'appui du FN français) votent une directive sur le secret des affaires qui risque de criminaliser encore un peu plus tous les Deltour.



Solidarité avec Antoine Deltour! DR

## MOUVEMENT

# Résister à la stratégie de violence du pouvoir

En boucle, la quasi-totalité des journaux nationaux et locaux, la presse écrite, les chaînes de télévision, les radios, le web répètent les mots d'une classe politique aux abois, fustigeant en particulier les Nuits debout...

La première chose que le pouvoir n'a pas supporté, c'est l'irruption joyeuse sur les places et leur occupation qui s'étend de ville en ville. Cambadélis donne le ton : «l'occupation et la privatisation totale d'une place ce n'est pas possible». Vraiment? La privatisation des places pour la vente de marchandises par exemple est pourtant bien acceptée, voire encouragée, et malheureusement l'occupation partielle des places par les personnes sans domicile fixe n'est pas un scandale pour un gouvernement qui préfère cela plutôt que d'appliquer le droit au logement pour tous!

Ici, ce qui inquiète vraiment le patron du PS, c'est qu'il s'agit d'une occupation insolente, une occupation fière d'elle-même, ouverte, refusant la loi travail et son monde et se moquant de l'état d'urgence. Pour la première fois, il est confronté dans la rue et sur les places à une opposition sur sa gauche, qui se traduit par une mine d'actions multiples, imprévisibles, souvent originales, qui partent des places, comme l'apéro chez Valls, l'occupation temporaire des agences de la Société Générale ou un pique-nique dans un magasin Carrefour... Alors tout est bon pour tenter de casser ce mouvement. En écho de la presse aux ordres, un Romain Goupil plus arrogant que jamais n'hésite pas à affirmer



que la place de la République est tenue par des «gourous»... Ignorance d'un mouvement qu'il ne comprend pas? Complaisance avec le pouvoir?

### De l'usage de la violence d'État

La seconde chose qui terrifie ce gouvernement serait que la convergence des luttes devienne une réalité. Déjà syndicalistes, militantEs des luttes des sans droits, intermittentEs et précaires en action, parfois migrantEs, Roms ou habitantEs des quartiers populaires, participantEs des Nuits debout se rencontrent, se parlent et agissent de concert. Des syndicalistes prennent la parole lors des AG sur les places, les Nuits debout

interviennent à la fin des cortèges du 1<sup>er</sup> Mai. Beaucoup rêvent de bloquer ensemble leur satanée économie.

Valls prophétise : «il n'y aura pas de convergence des luttes, quand ça se radicalise et que ça rétrécit, les problèmes de violences sont réels». «Et si ça tourne à la violence on ne peut le tolérer», complète Cambadélis. Du coup, ils font tout pour que «ça se rétrécisse»... Le déferlement, la proximité permanente – avec et dans les cortèges, sur les places – de policiers de tous les services et de gendarmes, est la mise en œuvre d'une stratégie de la tension, la provocation consciente pour diviser le mouvement et pour dissuader par la peur de continuer.

## DU MEDEF AU PS L'antisyndicalisme fédérateur

Déclarant que la loi travail a été vidée de son sens, le Président du Medef, en écho aux leaders de la droite, dénonce les syndicats qu'il accuse de bloquer tout dialogue...

«**T**ant qu'on aura des syndicats, comme FO et la CGT, politisés et obnubilés par la lutte des classes, on ne s'en sortira pas», assène le dirigeant, selon qui «le devenir de cette loi donnera le ton du dialogue social dans les mois et années à venir. Nous ne pouvons pas discuter avec des organisations qui refusent la mondialisation et ont une culture de lutte de classes».

Dans le déploiement de cet anti-syndicalisme primaire, le patronat a trouvé dans le gouvernement un allié de poids. À la recherche des 40 voix de «gauche» qui selon son rapporteur manqueraient pour faire avaliser les reculs de la loi travail, le gouvernement tente d'une part d'intimider par la répression et d'autre part de décrédibiliser le mouvement en dénonçant les organisations syndicales qui l'organise. Ainsi lors de la journée de mobilisation de soutien aux Goodyear, le porte-parole du gouvernement, Stéphane Le Foll avait donné le ton : «J'ai du mal à comprendre. (...) Je demande à ce que la CGT, de temps en temps, ait la mesure des décisions qu'elle prend. Soutenir les salariés de Goodyear pour mettre des milliers de gens et de salariés dans



Quand Gattaz se lâche contre la CGT... DR

la difficulté, je ne vois pas comment on peut expliquer ça»... Faisant semblant d'ignorer qu'il s'agissait de deux mouvements différents.

### Cette CGT dont vient tout le mal...

Ensuite, dès l'ouverture du congrès de la CGT, le premier secrétaire du PS, Jean-Christophe Cambadélis, se lâchait : «Il y a beaucoup de choses qui me choquent en ce moment à la CGT.» Et, dans la foulée, il amplifiait l'attaque à partir

de la polémique née de l'affiche dénonçant les violences policières mise en ligne par Info'com-CGT, lâchant même : «Il y a une gauchisation aujourd'hui de la CGT. (...) Il y a un cours gauchiste qui est en place et cette affiche fait partie de ce cours gauchiste où on veut une CGT pure, une CGT sans opposition, une CGT tellement radicale qu'à la fin, elle se regroupe autour de quelques personnalités qui sont en confrontation frontale avec

D'autant plus que ce gouvernement fidèle aux intérêts du patronat peut toujours compter sur les surenchères de la droite : Ciotti ou Fillon expliquent qu'«il faut interdire les manifestations», et Péchenard, ancien patron de la police nationale aujourd'hui élu LR, affirme que «le gouvernement doit donner des ordres à la police pour qu'elle soit réactive et procède à des interpellations, ce qui visiblement n'a pas été fait». Une occasion trop belle pour le FN qui en profite pour «exiger la dissolution des groupes d'extrême gauche».

### «Apportons leur la catastrophe» (Frédéric Lordon)

Mais le mouvement est bien vivant. Malgré les 961 arrestations revendiquées par Cazeneuve au soir du 28 avril, malgré l'escalade des violences policières – déluge de gaz lacrymogènes, arrestations musclées, scènes insupportables où l'on voit plusieurs policiers frapper des manifestants menottés et à terre –, malgré aussi les blessés dont certains gravement... Un jeune manifestant de Rennes a perdu un œil, victime d'un tir de LBD 40 (lanceur de balles), «une arme plus puissante et plus précise que le flash-ball, l'ultime recours avant des armes plus importantes», précise le responsable d'un syndicat de policiers.

Leurs menaces et leurs violences sont à la mesure de leur peur. Mais pour le moment, elles ne font que creuser toujours plus, de manière irréversible, le gouffre qui sépare ce gouvernement dit socialiste à la botte des plus riches et les aspirations, les besoins et les rêves de toute une génération. Celle-ci fait l'expérience concrète des méthodes de leur pouvoir et prend conscience de sa propre détermination et confiance en elle. C'est à un nouveau souffle politique, aux balbutiements d'un mouvement politique anticapitaliste que nous participons avec passion!

**Roseline Vachetta**

l'ensemble de la société.» Avec un commentaire tout en finesse illustrant les méthodes de fonctionnement de Cambadélis : «C'est l'orientation de Philippe Martinez parce que connaissant la CGT, on n'a pas crié "Socialistes dehors" [en référence aux cris et sifflets accueillant le représentant du PS au congrès] ou fait cette affiche sans que le secrétaire général de la CGT ne le sache». Une affiche que Philippot du FN trouvait «violente, vulgaire et choquante»...

Malgré un groupe parlementaire majoritaire, une opposition de droite sensible aux attaques contenues dans le projet de loi travail et les difficultés rencontrées par la mobilisation, le gouvernement est à la recherche d'une majorité sociale et d'une majorité politique. Côté social, malgré le soutien de la CFDT et de ses alliées, une majorité de salariéEs est convaincue de sa nocivité. Côté politique, il n'est pas sûr que le grand écart des petites mesures sur la gauche et sur la droite convainque une majorité de députés. Le tout menant au 49-3... **Robert Pelletier**

Étant donné le patriotisme exacerbé sur lequel joue le président égyptien Sissi à la suite de tous ses prédécesseurs, cette mesure a été vue par la plupart des Égyptiens comme la vente d'une portion du territoire national.

**Le «vendredi de la terre»**

Le vendredi 15 avril, dénommé le «vendredi de la terre», des manifestations contestant cette mesure, les manifestations les plus importantes depuis la destitution de Morsi en juillet 2013, ont eu lieu au Caire, à Alexandrie et dans d'autres villes du pays avec pour mots d'ordre : « Pain, liberté, ces îles sont égyptiennes » ou « L'Égypte n'est pas à vendre ». Ce jour-là, des centaines de manifestants ont été arrêtés à travers tout le pays, et la plupart ont été relâchés le lendemain. Les activistes, encouragés par ce succès relatif, ont donc décidé de profiter du 25 avril, le jour férié anniversaire de la restitution du Sinaï à l'Égypte, pour appeler sur les réseaux sociaux à de nouvelles manifestations. Une chose inadmissible pour un pouvoir dictatorial qui ne tolère aucune opposition. Dès le 21, des rafles ont donc eu lieu dans les cafés du centre-ville, des militants connus ou de simples sympathisants ont été arrêtés à domicile et incarcérés.

**Une vaste répression**

Ce lundi 25 avril, dès l'aube, un impressionnant dispositif policier – hommes armés, officiers en civil et même voyous appointés par le régime – n'a permis qu'à quelques dizaines de personnes de manifester, dans quelques endroits bien balisés comme devant les sièges des syndicats des journalistes et des médecins et aussi à Dokki et Guizh. Symboliquement la station de métro Tahrir avait été fermée,

# ÉGYPTE Après le 25 avril...

Une semaine avant la visite de Hollande en Égypte qui lui a permis de vendre encore plus d'armes au nom de la guerre au terrorisme, c'était le roi Salman d'Arabie saoudite qui faisait de bonnes affaires au cours de sa visite officielle : deux îles, Tirân et Sanafir, contrôlant l'entrée du golfe d'Aqaba lui ont été cédées contre le financement d'un pont reliant les deux pays, 5 années assurées d'approvisionnement en pétrole et 8 millions de dollars d'investissements...



Ce lundi 25 avril, malgré la répression... DR

pendant que les supporters de Sissi se rassemblaient place Abdine sans problème...

Des centaines de personnes ont été arrêtées, dont près d'une cinquantaine de journalistes aussi bien égyptiens qu'étrangers, ceux-ci relâchés après quelques heures de détention. La volonté du régime qu'aucune information ne filtre était manifeste. Suite à ces arrestations, jeudi 28 avril, les autorités judiciaires annonçaient le procès de plus de 200 personnes, et ce même jour, des dizaines de journalistes égyptiens manifestaient devant leur syndicat pour la liberté de la presse.

**Un pouvoir en difficulté, une économie sinistrée malgré les perfusions saoudiennes**

Le président avait qualifié les manifestations prévues de tentative de déstabilisation de l'État, et le ministre de l'Intérieur avait menacé de graves conséquences toute personne qui « franchirait la ligne rouge ». Le pouvoir sait parfaitement que ces manifestations étaient l'occasion de le contester. Mois après mois, la moindre velléité de critique du pouvoir est férocement réprimée : arrestations arbitraires, disparitions, assassinats en détention, plus de 40 000 détenus, poursuite des ONG

et des associations de défense des droits de l'homme.

Suite à la dévaluation de 20% de la livre égyptienne, la hausse des prix s'est accélérée et devient de plus en plus intolérable pour l'immense majorité des ménages, d'où la recrudescence des candidats à l'émigration, cela au péril de leur vie. Cela risque de s'aggraver avec les directives du FMI engageant le gouvernement à supprimer les subventions à l'énergie contre la promesse d'un prêt. Le déficit public atteint 90% du PIB et il y a un tel manque de réserves de devises que beaucoup d'entreprises sont en grande difficulté, ne pouvant importer les matières premières dont elles ont besoin. Le taux de croissance prévu par le gouvernement est de 4% contre 5% l'année précédente, un taux trop faible au regard de la croissance démographique. Enfin, niveau sécurité, le groupe devenu « Province du Sinaï » de l'État islamique profite de la désérence dans laquelle le pouvoir central a laissé la région pour continuer à frapper. Chaque jour, des soldats et des policiers sont tués ou blessés, d'où des représailles contre des civils accusés de complicité.

À Alexandrie, Hoda Ahmed

## BANGLADESH Terreur intégriste : une vague d'assassinats ciblés



Xulhaz Mannan, exécuté pour homosexualité... DR

Tout un pan de la société se voit menacé par des islamistes radicaux.

Xulhaz Mannan gagnait sa vie en travaillant pour l'USAid au Bangladesh, mais il se consacrait à la défense des droits LGBT dans un pays où l'homosexualité est criminalisée. Il avait fondé l'unique magazine gay du pays, *Roopbaan*, et c'est pour cela qu'il a été assassiné, le 25 avril dernier, avec son ami, Mahbub Rabbi. Une demi-douzaine d'hommes ont forcé l'entrée de son appartement et les ont tués à la machette...

Il n'est pas le seul à avoir été ainsi sommairement exécuté par des organisations islamistes radicales. Deux jours plus tôt, un discret professeur d'université, Rezaul Karim Siddique, était tombé sous leurs coups meurtriers alors qu'il allait prendre son bus.

Ces trois dernières années, au moins seize personnes ont été assassinées, dont six blogueurs laïques, deux professeurs d'université, un prêtre italien, deux autres étrangers, et donc maintenant une figure publique de la communauté gay dont la plupart des membres vivent dans la peur quotidienne de voir leur identité sexuelle découverte. Ajoutons un hindou, des intellectuels et artistes connus, mais aussi des « messieurs tout le monde » dont le style de vie importunait les gardiens criminels de la vertu.

**Le pouvoir s'en lave les mains...**

Le rythme des agressions mortelles – généralement à la machette – s'accroît : cinq en un mois. L'éventail des « cibles » est très large. Nombreux sont celles et ceux qui craignent d'être la prochaine victime. Des homosexuels n'osent plus se rendre à leur travail, leur nom ayant été révélé. Le gouvernement se lave ostensiblement les mains de leur sort, la Première ministre considérant qu'il n'est pas de sa responsabilité de protéger des personnes de mauvaise vie ou de mauvaise idéologie (laïques, libres penseurs), et les victimes se sentent souvent mises en accusation ou délaissées par les autorités. À ce jour, seulement deux islamistes ont été condamnés (à la peine de mort) pour l'assassinat du blogueur Ahmed Rajib Haider.

Le Bangladesh a une longue tradition de gauche et de tolérance intercommunautaire, les courants islamistes coupables de massacres lors de la guerre de 1971 étant surtout lié au Pakistan (occidental). Aujourd'hui, les religieux radicaux du Bangladesh font tomber une chape de plomb sur tout un pan de la société. Le Hefazat-e-Islam avait publié une liste de 84 « blogueurs athées », exigeant que le gouvernement les poursuive pour blasphème. Depuis 2013, au moins cinq des victimes étaient nommées dans cette liste. La méthode commence à faire des émules. Ainsi, au Yémen, le jeune blogueur Omar Mohammed Batawil, 25 ans, a été enlevé, puis abattu de deux balles dans la tête. En Écosse, Asad Shah, émigré du Pakistan, a été poignardé 30 fois par un musulman pakistanais : Shah était un ahmadi, un courant religieux auquel bien des sectes dénie le droit de se réclamer de l'islam.

On peut craindre que les assassinats ciblés de laïques, athées, libres penseurs, apostats, intellectuels musulmans, mais n'affichant pas la bonne « croyance » (euphémisme pour idéologie religieuse), ne se répandent parallèlement aux attentats aveugles. N'oublions pas ces victimes dans notre solidarité internationale!

Pierre Rousset

## MAYOTTE En sous-France

Lors de la suspension de la grève générale de 15 jours – du 30 mars au 15 avril – pour l'égalité réelle, l'assemblée générale des grévistes s'était opposée à l'accord signé entre les syndicats et le gouvernement. Les grévistes estimaient qu'il n'y avait dans l'accord que quelques avancées pour les fonctionnaires mais rien, sinon des promesses, pour la population pauvre...

Et cela d'autant que ces mêmes promesses avait déjà été faites, avant la grève, en novembre 2015, notamment par exemple que le code du travail de droit commun s'applique à Mayotte le 1<sup>er</sup> janvier 2018... Aussi l'assemblée générale des grévistes n'avait-elle consenti à une « suspension » de la grève qu'en menaçant de la reprendre de manière encore plus résolue si le gouvernement ne prenait pas rapidement des mesures complémentaires fortes pour l'ensemble de la population.

En réponse, le 26 avril, le Premier ministre a annoncé une série de mesures pour un coût de 50 millions d'euros. Manuel Valls a donc

décidé un « rattrapage » de la dotation globale de fonctionnement des communes. Il a également prévu que les recettes d'octroi de mer (taxe sur les produits importés dans les DOM-TOM) perçues aujourd'hui par l'État seront reversées désormais aux communes. Enfin, le Conseil départemental de Mayotte va bénéficier d'une compensation des dépenses liées à l'aide sociale à l'enfance ainsi que d'une annulation de créances à l'État au titre de l'impôt sur le revenu.

**Les chiffres de l'injustice sociale**

On peut douter que ces mesures satisfassent les grévistes et la population la plus pauvre. En effet, Younous

Omarjee, député européen de la Réunion apparenté communiste qui accompagnait une délégation mahoraise d'élus le 20 avril, estime qu'il faudrait non pas 50 millions mais 2 milliards d'euros pour rattraper le retard de l'île.

Rappelons que si le taux de chômage officiel à Mayotte est de 23%, l'ancien président du conseil régional de l'île l'estime pour sa part à 60%. 84% des Mahorais vivent sous le seuil métropolitain de bas revenus. Le RSA est de 262 euros contre près du double en métropole, le Smic brut horaire étant de 7,30 euros contre 9,67 euros. La durée légale du travail est de 39 heures contre 35 heures. 70% des Mahorais n'ont pas pu payer leurs impôts, et les huissiers passent, avec un risque de dépossession. 35% des moins de 16 ans ne sont pas scolarisés. L'île ne compte que 83 médecins pour 100 000 habitants contre par exemple 167 dans l'Eure, le plus important désert médical en métropole...

Il en va de même pour la mesure concernant l'octroi de mer : « ce n'est qu'une mise aux normes sur les autres DOM », explique Younous Omarjee, qui rappelle que les mairies n'en bénéficieront totalement... « que dans trois ans. » Or l'octroi de mer est payé par les Mahorais et la part

de recettes de l'octroi de mer qui était déjà basculée auparavant au conseil départemental, évitait de sortir cette somme des poches de l'État. Un véritable hold-up décidé à l'époque par Sarkozyy...

**La lutte pour « l'égalité réelle » continue**

Le 26 avril, le gouvernement recevait aussi le Medef Mayotte... et a satisfait immédiatement à ses revendications : les forces de l'ordre seront renforcées en personnel et moyens, et le ministre de l'Intérieur présentera un plan contre l'insécurité et l'immigration clandestine. Par contre, il n'est pas prévu, comme le demandaient les représentants des grévistes, de renforcement de la coopération économique avec les Comores pour limiter la pression migratoire.

Le Medef Mayotte demandait également un redémarrage fort de la commande publique en faveur du BTP et enfin la transformation de Mayotte en zone franche avec exonération des impôts et des charges patronales à l'Urssaf de 2016 à 2025. Pour cela, le secrétariat d'État à l'Égalité réelle (sic), créé en février dernier, a prévu dès ce mois de juin un plan Mayotte 2025 dont le contenu sera certainement un copié-collé des volontés du Medef.

Les révoltes et grèves des Mahorais pauvres en faveur de « l'égalité réelle » telle que eux la conçoivent, ne sont pas prêtes de cesser. Ainsi déjà, les sages-femmes du Centre hospitalier de Mayotte sont en grève et on parle de faire de même sur tout l'établissement, une autre grève est organisée au collège de Doujani, une marche « noire » contre la répression policière est prévue à Sada... Jacques Chastaing



Mayotte laissée à l'abandon... DR

## PRINTEMPS 2016, MAI 68, MÊME COMBAT?

L'idée d'un nouveau Mai 68 est dans l'air, «un nouveau Mai 68 qui aille jusqu'au bout». La combinaison des luttes du monde du travail, de la révolte de la jeunesse et du mouvement de contestation Nuit debout semble en rassembler les ingrédients...

« Il faut arrêter de comparer. Chaque génération a le droit à sa révolte. Plaquer un modèle historique sur une révolte, c'est ne pas voir l'actualité », dénonce Cohn-Bendit. Il faut dire que celui qui avait su incarner l'insolence de la contestation étudiante est depuis passé de l'autre côté de la barricade. Certes, le mouvement actuel n'est pas la reproduction de Mai 68. L'histoire se répète bien rarement, mais elle écrit ses rythmes et ses ruptures. Agir, c'est les décrypter pour ne pas être dominé par l'actualité, se projeter dans l'avenir du point de vue de la lutte pour la transformation révolutionnaire de la société, essayer de comprendre ce que sera ou pourrait être «l'étape de demain».



Affiches du comité de mobilisation de Paris 1, 2016



**Périodes de rupture**  
Mai 68 est né du blocage de la société. La jeunesse étouffait sous la tutelle des mythes de la Résistance

et des préjugés réactionnaires ayant pris le visage du pouvoir gaulliste, pouvoir qui tentait de sortir l'impérialisme français de la période coloniale dont il avait été contraint de tourner la page. Elle avait grandi à travers les sales guerres coloniales, la guerre d'Algérie, l'OAS, l'ambiance de la guerre froide, alors que la classe ouvrière à peine sortie des sacrifices de la guerre puis de la reconstruction se voyait privée des fruits de son travail. Et déjà les «trente glorieuses», bien mal nommées, avaient épuisé leur dynamisme, l'économie capitaliste entrant dans une crise qui depuis n'a cessé de s'approfondir.

**Blocage et régression**  
Aujourd'hui nous sommes au cœur d'une rupture de même nature mais dans un contexte différent. La société est non seulement bloquée mais l'avenir apparaît comme une régression sans fin. Inégalités, chômage, précarité, guerres, crise écologique, sont perçus à juste titre comme des caractéristiques même du système, non ses excès qu'il faudrait corriger mais les produits de sa nature même, aussi monstrueux qu'elle. De nouvelles aspirations se forment en révolte contre les partis institutionnels : sortir de la précarité et du chômage, jouir des progrès, prendre sa vie en main, la société, faire vivre la démocratie alors que tout est sous le pouvoir du grand

patronat et des banques, rompre avec la logique de la mondialisation financière dont l'unique souci est de transformer l'humanité en un immense marché au profit d'une poignée de richissimes.

### Une contestation par-delà les frontières

Comme en Mai 68, cette contestation s'inscrit dans une rupture qui s'opère à travers le monde à la suite de la grande crise de 2007-2008 et dont la première impulsion est venue du printemps arabe. Chacune de ses manifestations prend un aspect spécifique mais chacune est aussi dans la continuité du mouvement Occupy Wall Street ou des Indignés d'Espagne... Si le mouvement est bien moins puissant que ne le fut 68, il est amené à devenir plus radical et plus profond au sens où c'est bien la globalité du système qui est contestée. Cette rupture intervient dans un contexte de recul politique qui se retrouve dans les difficultés à construire la grève. Mai 68 avait redonné vie aux idées révolutionnaires marginalisées par la contre-révolution stalinienne, tout semblait possible, mais le recul a continué son travail dévastateur. Aujourd'hui de nouvelles possibilités se dégagent : «Rêver le monde pour mieux le construire» ou plutôt penser le monde pour mieux le transformer...

Yvan Lemaître

## DÈS 1967, UN MOUVEMENT QUI SE CHERCHE

«La France s'ennuie», tel était en février 68 le titre d'un article du Monde écrit par un des meilleurs journalistes de l'époque... Deux mois après, la ténacité étudiante et l'initiative ouvrière changeaient la donne.

Tant du côté de la jeunesse scolarisée que des travailleurs, des indices épars s'étaient amoncés. Comme l'écrivait *Avant-garde jeunesse*, le journal de la JCR<sup>1</sup> de février-mars 68 : «tous les mouvements sectoriels et locaux, sporadiques, violents, déclenchés un peu partout [...] ne sont pas des accidents. Ils sont les symptômes les plus nets d'un mouvement, national, profond, diffus et qui se cherche».

### Les jeunes ouvriers de la SAVIEM

Les mouvements locaux se multiplient à partir du début 1967. En janvier-février, les ouvriers de Dassault à Bordeaux remportent une victoire sur les salaires. En février, ce sont les 3000 travailleurs de la Rhodiaca à Besançon qui occupent leur usine. La journée d'action du 13 septembre 67 pour la défense de la Sécurité sociale voit des débordements des défilés syndicaux et des affrontements avec la police au Mans, à Mulhouse et à Lyon.

Le 20 janvier 1968, les syndicats de la SAVIEM (métallurgie) lancent un mot d'ordre de grève d'une heure et demie : la base le juge insuffisant et la grève se généralise tandis que l'usine est occupée. Le 22 janvier, après une agression de jaunes et de CRS, les travailleurs décident d'aller manifester en ville à Caen. Des salariés d'autres usines se joignent à eux : leur manifestation pacifique est chargée par les gendarmes mobiles. Les ouvriers se défendent. Le 26 janvier ont



DR

lieu de nouveaux affrontements (200 blessés) : les autorités parlent d'«éléments incontrôlés»... mais tous les jeunes arrêtés sont des ouvriers de la région. Malgré la répression policière et patronale, dans les semaines qui suivent, c'est tout l'ouest de la France qui bouge. Dans ces grèves, la base pousse les directions syndicales à durcir leurs mots d'ordre initiaux, des liens de solidarité s'établissent avec la population locale, les jeunes ouvriers résistent à la police...

### «Dix ans, ça suffit!»

Du côté des jeunes scolarisés aussi, un mouvement profond se cherche. Beaucoup d'étudiants sont de façon plus ou moins radicale en rupture avec un régime gaulliste qui, depuis 1958, a modernisé le capitalisme français mais demeure autoritaire et réactionnaire dans sa pratique du pouvoir. En mars 1966, le film *la Religieuse* de Diderot a été

interdit, les cités universitaires ont des règlements archaïques, les universités sont soumises au pouvoir des «mandarins»... Par ailleurs, la guerre d'Algérie, puis celle des USA au Vietnam ont aussi favorisé l'éclosion dans la jeunesse étudiante de courants internationalistes plus militants que l'UEC (Union des étudiants communistes). À Nanterre, la révolte gronde à la cité universitaire et va se cristalliser le 22 mars après l'arrestation d'un étudiant à la suite d'une action contre la guerre du Vietnam. Le mouvement étudiant s'amplifie et s'élargit à la province tout au long d'avril. Les fascistes multiplient les provocations et, le 2 mai, le gouvernement décide la fermeture de Nanterre. Le 3 mai, suite à un meeting de protestation à la Sorbonne, ont lieu les premiers affrontements avec la police, boulevard Saint-Michel à Paris. Les jours suivants, face à la réponse policière du gouvernement qui

refuse de rouvrir la Sorbonne, les affrontements s'amplifient. Le 10 mai, le Quartier latin se couvre de barricades. L'unité d'action entre ouvriers et étudiants avait déjà donné lieu à des manifestations communes en Bretagne. Au niveau national, c'est après la nuit des barricades le 11 mai, qu'une grève générale et des manifestations sont décidées pour le 13 mai. Il a fallu surmonter les fortes réticences de la direction de la CGT (la CFDT est à l'époque plus ouverte) et surtout de FO. Les manifestations sont gigantesques.

### Ténacité étudiante, initiative ouvrière

Les directions nationales des syndicats considèrent qu'elles ont fait leur devoir et que la suite sera plus classiquement revendicative, même si le mouvement étudiant ne désarme pas malgré la réouverture de la Sorbonne. C'est l'initiative des travailleurs qui va changer la donne avec le 14 mai la décision des métallos de Sud-Aviation de Bouguenais (près de Nantes) d'occuper l'usine et de séquestrer la direction. Dans la soirée du 15 mai, le mouvement gagne Renault Cléon<sup>2</sup>. C'était parti...

### Henri Wilno

1- JCR : Jeunesse communiste révolutionnaire. Organisation formée en avril 1966, notamment par des militants de l'Union des étudiants communistes exclus par la direction du PCF. Alain Krivine en était un des animateurs.  
2- Des militants révolutionnaires de diverses organisations ont joué un rôle au début de ce processus d'extension (cf. Antoine Artous, «Aux origines de l'explosion», Rouge hors série, 1988).



## RENAULT BOULOGNE-PENDANT QUATRE JOURS

Dans les années 1960, Renault Billancourt, c'était, aux côtés de 38 000 travailleurs avec des milliers de syndiqués. Un

En Mai 68, la grève et l'occupation de l'usine de Billancourt démarrèrent le 16 mai, au lendemain de celle de Renault Cléon. Internet et les réseaux sociaux n'existaient pas, mais le téléphone si ! Au tout début sans consigne, le mouvement se généralisa rapidement avec le sentiment que cette fois-ci, on devait tous y aller. En moins de deux jours, la grève était totale, la production arrêtée. Renault Billancourt occupé, cela voulait dire au sens strict les patrons dehors, la haute hiérarchie réfugiée aux Champs-Élysées, et toute l'organisation de la vie dans l'usine avec les machines et les travailleurs sous le contrôle exclusif des syndicats.

### Une grève massive conduite par la CGT et l'intersyndicale

L'absence de structures significatives d'auto-organisation s'est observée à Billancourt comme dans la plupart des autres usines en France. L'intersyndicale animait seule assemblées générales et commissions catégorielles. Fait peu noté dans le récit dominant,



Affiche de Mai 68

les travailleurs immigrés, plus disponibles, constituaient la majorité des occupants de l'usine. Prenant le relais des générations ayant participé aux luttes anticoloniales, les premières revendications autonomes des travailleurs immigrés y furent discutées et élaborées. Signe annonciateur des crises futures, elles n'eurent pas droit à être présentées en assemblée générale au même titre que celles des autres catégories professionnels dûment reconnues : OS, professionnels, employés, techniciens ou cadres.



## BILLANCOURT OCCUPÉ TRE SEMAINES

ortes de Paris, une usine ne « forteresse ouvrière » !

Le vendredi 17 mai les étudiants organisèrent devant l'usine une manifestation « pour la convergences des luttes » dirait-on aujourd'hui... Mais à l'époque CGT et PCF, vent debout contre le mouvement étudiant, bloquèrent tout contact massif avec les ouvriers occupant l'usine, même si quelques-uns furent attentifs à leur venue, discutèrent dans les cafés autour de l'usine, et pour certains se rendirent à la Sorbonne occupée.

### Le refus des accords de Grenelle

Preuve de ce que représentait alors l'usine, le 27 mai c'est bien devant les travailleurs de Renault que le secrétaire général de la CGT d'alors, Georges Séguin, présenta les conclusions de l'accord négocié « à Grenelle » entre gouvernement, patronat et syndicats. Le responsable de la CGT Renault en mai 1968, Aimé Halbeher, explique aujourd'hui que le syndicat CGT Renault s'était prononcé contre le protocole d'accord quelques heures avant l'assemblée de l'Île Seguin... Mais ce que la majorité des travailleurs

en France a retenu, c'est le désaveu des milliers d'ouvriers de Renault réunis en assemblée générale.

À l'encontre de la politique du PCF et de la CGT visant à contenir le mouvement dans des limites revendicatives, la grève générale se révélait politique au sens où elle portait l'espoir d'un autre monde et posait la question du pouvoir dans cette société.

### Plus rien comme avant

Le gouvernement De Gaulle reprit l'initiative, mais l'occupation de Billancourt dura jusqu'au 17 juin. Le travail reprit dans l'usine avec certes les mêmes cadences et les mêmes chefs, mais aussi avec la fierté au cœur de milliers d'ouvriers qui avaient tenu tête pendant des semaines au pouvoir patronal. Les conséquences de cet ébranlement formidable n'ont cessé de se manifester les années suivantes : les syndicats avaient conquis le droit de tenir des réunions dans l'usine, les OS de l'automobile faisaient valoir leurs revendications et les grèves nombreuses éclatèrent dans l'usine se dotaient parfois de comités de grève.

Patrick Schweizer et Jean-Claude Vessillier

## CE QUE MAI A GAGNÉ...

*Nous voulions « Tout, et tout de suite »... Comme nous avons raison ! La tornade de ce joli mois de mai était passée par là, les insurgés et les millions de grévistes ne pouvaient se contenter des miettes que voudraient bien leur concéder le gouvernement et le patronat, nous voulions toute la boulangerie !*

**L**a reprise du travail et le retour « à la normale » étaient vécus comme un cauchemar, voire une humiliation. Dans beaucoup de boîtes, la grève générale avec occupation avait été votée sans même rédiger un cahier de revendications. Les bureaucraties syndicales, haïes du mouvement et contestées par la base, pressées d'en finir avec une insurrection qui les dépassait, saisirent donc la perche que leur tendaient pouvoir et patronat pour siffler prématurément la fin du match.

Le 27 mai, alors que la grève générale paralysait tout le pays, les accords de Grenelle étaient signés. La colère ouvrière était à son comble, et Georges Séguin lui-même siffla dans son fief à Renault Billancourt. De partout montaient des voix hurlant à la trahison : « Ils ont bradé la grève générale pour un plat de lentilles »...

### « Un plat de lentilles » ?

Un demi-siècle est passé et Mai 68 est entré dans l'histoire (avec un grand H). Un temps peut-être nécessaire non pas pour atténuer notre colère qui reste intacte, mais pour prendre la mesure de ce que peut obtenir la classe ouvrière



lorsqu'elle est à l'offensive. Car le « plat de lentilles » était finalement très consistant :

Le SMIG (salaire minimum interprofessionnel garanti, devenu SMIC) était augmenté de 35%, et les salaires de 10%.

La réduction du temps de travail pour arriver à une moyenne annuelle de 47 semaines de 40 heures. Le droit syndical à l'intérieur de l'entreprise était reconnu : protection des délégués, collecte des cotisations syndicales, liberté d'affichage et mise en place de panneaux syndicaux, mise à disposition de locaux syndicaux, droit de réunion dans l'entreprise, en dehors du temps de travail.



Affiches de l'atelier populaire des Beaux-Arts, Mai 68

Une avance de 50% sur les salaires pour compenser les pertes dues à la grève (dans beaucoup d'entreprises, le rapport de forces était tel que les retenues sur avance ne furent pas effectuées).

### L'explosion féministe

Mais réduire Mai 68 à de simples acquis de la classe ouvrière serait bien réducteur. Un puissant mouvement de remise en cause d'une société corsetée par le gaullisme allait pendant une décennie en bouleverser tous les codes. Ordre moral, patriarcat, consumérisme, liberté d'expression, remise en cause de la politique institutionnelle, des tomes ont été écrits sur ces sujets.

Alors n'en retenons qu'un, central, celui de l'explosion du mouvement de libération des femmes.

Mai 68 ne fut pas féministe... Loin s'en faut. Pour s'en convaincre, il suffit de consulter les photos de manifestations de l'époque, notamment celles de services d'ordre pour le moins virilistes... Certaines lectrices, en particulier les jeunes, pourront, à juste titre penser que ça n'a pas beaucoup changé et que tout reste à faire. Pourtant, Mai 68 allait sonner l'irruption du Mouvement de libération des femmes (MLF), du droit des femmes à disposer de leur corps, du droit de décider d'avoir ou non des gosses, avec qui elles voulaient et quand elles le voudraient. La bataille allait être rude : le MLAC (Mouvement pour la libération de l'avortement et de la contraception), et les groupes femmes en lutte, en dépit de la répression, menèrent un combat exemplaire jusqu'à l'adoption de la loi Veil qui légalisera le droit à l'avortement et à la contraception en janvier 1975.

« Oser lutter, oser vaincre ! » Face à la montée des idées réactionnaire et d'une loi qui veut remettre en cause tous nos acquis, ce slogan de Mai reste plus que jamais d'actualité. **Alain Pajolat**

## DE LA GRÈVE GÉNÉRALE À LA QUESTION DU POUVOIR, UN MAI 68 QUI AILLE JUSQU'AU BOUT...

*Dix millions de travailleurs en grève, le pays paralysé, les usines occupées où flotte le drapeau rouge, la grève générale combinée à la contestation étudiante posaient la question du pouvoir...*

**P**lus que la force du pouvoir gaulliste, c'est la capitulation du PCF, avant tout soucieux de défendre son influence en dénonçant les gauchistes et les casseurs et déjà rallié à Mitterrand, qui a sauvé le régime.

### Mitterrand se met en selle...

Le pouvoir dit fort de De Gaulle était bien fragilisé. Le 27 mai, après une manifestation appelée par l'Unef et soutenu par la CFDT, 70 000 personnes se retrouvent au stade Charléty. Le lendemain, Mitterrand annonce sa candidature pour la présidence et propose la mise en place d'un gouvernement provisoire présidé par lui ou Mendès France. Le même jour, la CGT et le PCF organisent une manifestation pour soutenir les revendications et le mot d'ordre « Gouvernement populaire », version union de la gauche.

De Gaulle reprend vite l'initiative. Après une visite éclair aux troupes françaises stationnées à Baden Baden en Allemagne, il annonce le 30 mai la dissolution de l'Assemblée nationale et l'organisation d'élections législatives. La gauche se précipite dans le piège. De son côté, la CGT est trop contente de pouvoir limiter la grève aux revendications économiques. Les accords de Grenelle sont signés le 27 mai, et la confédération organise progressivement la reprise...

Sans perspective politique propre, dominée par les appareils du PCF et de la CGT, la classe ouvrière ne trouvera pas les ressources politiques pour aller plus loin, même si la combativité demeure malgré les violences policières. Pour que Mai 68 puisse aller jusqu'au bout, il aurait fallu une force politique enracinée dans la classe ouvrière capable de combiner revendications immédiates et luttes politiques, qui militent pour que les travailleurs prennent en main leurs propres luttes, s'organisent en comités de grève ou en comités de quartier ou de ville, qu'ils osent s'affirmer comme un contre-pouvoir pour postuler à diriger la société afin d'en finir avec la propriété privée capitaliste.

### Donner des perspectives

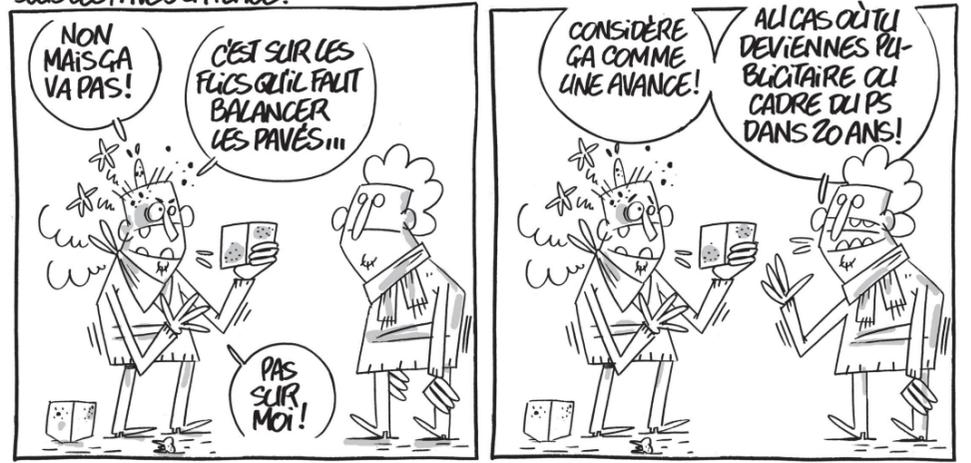
Une telle organisation n'existait pas. Pour la première fois depuis bien longtemps, l'extrême gauche était apparue comme une force politique avec laquelle il fallait compter, mais elle n'était pas en mesure de jouer ce rôle. Par la suite, elle ne sut pas avoir un visage ouvert et démocratique pour rassembler ses forces et offrir un cadre politique aux milliers de travailleurs, de jeunes qui regardaient vers elle.

Le mouvement actuel pose les mêmes questions. Personne ne peut prédire ce qu'il donnera, mais comme le fit Mai 68, il ouvre une nouvelle période pour les luttes d'émancipation. Il pose la question de la grève générale politique, de l'affrontement avec le pouvoir. S'y

préparer, c'est œuvrer à la construction de cette force, de ce parti qui a tant manqué en 68. Cela signifie militer pour le rassemblement des anticapitalistes et des révolutionnaires, élaborer dans la pratique, au cœur du mouvement, le cadre politique qui le permettra. En Mai 68, le marxisme, les idées du socialisme, du communisme, gardaient un puissant rayonnement malgré les crimes du stalinisme et les caricatures maoïstes. Il s'agissait de revenir à un marxisme authentique, révolutionnaire, de redonner à ces idées la fraîcheur de la contestation. Aujourd'hui, il s'agit de leur redonner une vie et une crédibilité dans le contexte d'une nouvelle période historique.

**Yvan Lemaître**

### SOUS LES PAVÉS LA PLAGE !



CHARMAG

## QUIMPERLÉ (29) On est tous des Minerve!

Ce samedi 30 avril, une délégation du NPA 29 conduite par notre camarade Éric, militant syndicaliste et ouvrier à Nestlé Purina, a rencontré les ouvrières et ouvriers de l'usine Minerve à Quimperlé qui occupent jour et nuit leur entreprise depuis plusieurs jours...

En liquidation judiciaire depuis le 1<sup>er</sup> avril, cette usine de l'agroalimentaire qui traite et met en boîte des haricots Mungo (pousses de soja) ainsi que des châtaignes et des marrons est la propriété de la multinationale chinoise American Ioran, après avoir été dirigé par le PDG Pedro Quintana et le groupe Branco (portugais)...

Selon toutes les informations fiables des travailleurs et des syndicats de l'entreprise, les difficultés financières qui ont conduit à la liquidation et aux licenciements de 75 salariéEs sont dues au détournement de sommes jusqu'à une hauteur de 8 millions d'euros. La conséquence d'un véritable hold-up de la part des anciens actionnaires, le PDG Pedro Quintana et Nuno Branco, le directeur général. Aujourd'hui « les directeurs de la force », ce sont les ouvrières et les ouvriers dont la majorité y travaillent depuis 30 à 40 ans, et qui n'auront droit qu'au minimum légal, soit environ 500 euros par année d'ancienneté. Un véritable scandale.



Minerve occupée... DR

### Construire la mobilisation régionale

La colère et l'indignation sont grandes : « C'est le silence qui nous a tués... », dit une élue du comité d'entreprise. Alors l'ensemble des travailleurs occupent jour et nuit l'usine et bloquent le site de Quimperlé pour empêcher la disparition du stock et des machines.

Les travailleurs en lutte réclament une prise en compte réelle de « leurs préjudices financier et moral », mais aussi des poursuites contre les anciens dirigeants de Minerve et le groupe Branco afin de récupérer ces fonds et indemniser correctement les salariéEs licenciés. Cela d'autant que des subventions publiques, sans aucun contrôle, ont été versées à l'entreprise et se sont envolées, elle aussi. La mobilisation se construit dans la région, et jusqu'à Hennebont et Lorient. Celle-ci doit se renforcer car les banques veulent se payer sur le stock, les machines, et des rumeurs laissent à penser que « les forces de l'ordre » pourraient venir débloquent l'usine et déloger les grévistes. Plus que jamais, la solidarité doit se développer tout comme la pression sur la municipalité, les élus, en particulier le président du conseil régional, un certain Jean-Yves Le Drian.

Correspondant

ASSURANCE CHÔMAGE

# Intermittence, le piège de l'isolement

L'accord signé dans la nuit du mercredi 27 au jeudi 28 avril concernant les intermittentEs du spectacle et de l'audiovisuel, est à la fois la reconnaissance, par les acteurs de la profession, des revendications portées depuis 2003 par le mouvement et une manœuvre d'isolement orchestrée par le Medef et le gouvernement.

Depuis les attaques portées en 2003, 2005 et 2014 contre les chômeurEs (dont certaines spécifiques aux intermittentEs), le mouvement s'est progressivement doté d'une plateforme de revendications qui permettrait une indemnisation chômage moins inégalitaire et plus adaptée aux contrats courts : le refus de la baisse des indemnités pour les retours de congés maternité et arrêts maladie pour limiter les discriminations ; une indemnisation sur 12 mois et à date anniversaire pour éviter les effets de glissements et pertes de périodes cotisées rendant aléatoire le montant des indemnités ; le plafonnement pour les revenus très élevés et le maintien d'une indemnisation sur une base journalière et non mensuelle pour éviter les mois sans revenu décent pour les plus précaires.

Ces revendications sont particulièrement adaptées aux personnes subissant la discontinuité de l'emploi et peuvent être élargies aux saisonnierEs, aux intérimaires, aux extras dans la restauration et bien d'autres dans une logique de solidarité entre travailleurEs subissant les aléas de l'emploi.

### L'accord, entre plateforme commune et impasse politique

Suite à la mobilisation de 2014, à la négociation interprofessionnelle s'est rajoutée une négociation de branche consultative pour les professionnelEs du spectacle vivant, de la musique, de l'audiovisuel et du cinéma. Cette négociation a abouti à une plateforme commune qui est désormais présentée à l'Unedic par la profession dans son ensemble.

Ceci est perçu comme une victoire car cet accord démontre la crédibilité des revendications élaborées depuis 13 ans. Malheureusement, cet accord, établi en dehors du rythme de négociation du reste de l'assurance chômage, isole les intermittentEs des autres chômeurEs qui n'ont pas de propositions spécifiques. De plus, les cadres d'économies voulus par le gouvernement, le Medef et la CFDT sur le dos des chômeurEs ne sont pas respectés, ce qui conduira l'Unedic à refuser cette proposition. Par ailleurs, les employeurs, qu'ils soient du Medef ou de nos professions, n'ont aucune légitimité pour participer à la gestion des caisses de solidarité des salariéEs, chômeurEs et précaires.

### La stratégie du gouvernement : l'isolement d'un pôle contestataire

Profitant d'une négociation isolée et du refus d'un secteur entier de participer à résorber un déficit dont il n'est pas responsable, le gouvernement se dit prêt à sortir de l'argent pour financer à part l'intermittence dans une caisse autonome. Pratique quand l'on note que les intermittentEs sont pratiquement les seuls parmi les chômeurEs et les précaires à opposer une résistance collective aux attaques contre les droits sociaux. Isolés, les intermittentEs seront plus facilement divisibles entre eux, entre technicienEs, personnels administratifs et artistes, ou entre spectacle vivant,

INTERMITTENTS DU SPECTACLE



audiovisuel et événementiel. De leur côté, les intérimaires, saisonnierEs, chômeurEs, se feront attaquer dans le silence généralisé avec lequel sont couverts les assauts contre les plus précaires.

### Le Medef, l'idéologie de la précarisation

La volonté de réaliser 800 millions d'euros d'économie sur le dos des chômeurEs est insupportable. En effet, la branche indemnisation de l'assurance chômage n'est pas déficitaire aujourd'hui. Le déficit de l'Unedic ne provient que des aides accordées aux patrons et des frais de fonctionnement. Les différentes réformes soutenues par le Medef et ses alliés n'ont d'ailleurs jamais permis de réelles « économies », elles ont juste plongé les plus faibles un peu plus loin dans la galère. En créant ainsi une pression sociale, le Medef peut se permettre

d'obliger les travailleurEs à accepter des conditions de travail de plus en plus dégradées et briser les solidarités.

### Sortir de l'isolement, construire la mobilisation et le touTEs ensemble

En ce qui concerne la lutte des chômeurEs, des précaires et des intermittentEs, tout ne fait que commencer. Il faut s'appuyer sur la plateforme établie dans les professions soumises à l'intermittence pour faire avancer les droits des plus précaires et faire reculer le Medef et ses alliés sur la renégociation de l'assurance chômage. La mobilisation contre la loi travail nous offre l'occasion de débattre sur l'assurance chômage trop souvent limités à l'intermittence. Ce que nous défendons, nous devons le défendre touTEs ensemble.

Simon Ailbé

## LARDY (91) On ne laissera pas El Khomri faire sa com' tranquille

Mardi 26 avril, la ministre du Travail Myriam El Khomri avait décidé de visiter un centre AFPA en région parisienne pour y annoncer les chiffres du chômage...

Elle avait choisi celui de Lardy, au « fin fond » de l'Essonne, en se disant qu'elle y serait tranquille pour nous faire croire à l'inversion de la courbe du chômage... Pour assurer le coup, l'annonce de sa venue n'a même été faite que la veille en fin d'après-midi.

Mais c'était sans compter sur les liens qui commencent à se nouer entre les militantEs des entreprises, des facs et de Nuit debout. En quelques heures, un rassemblement pour protester contre la loi travail était organisé par des salariéEs de Renault Lardy, un centre d'ingénierie situé à quelques centaines de mètres du centre de formation professionnelle, des étudiantEs de différentes universités parisiennes et des militantEs de Nuit debout. L'information ayant circulé dans le réseau militant, quelques cheminotEs en grève ce jour-là et des syndicalistes d'entreprises de l'Essonne s'y sont également joints.

### Déploiement de force...

L'information avait aussi visiblement circulé dans des réseaux plus « martiaux », puisqu'un fort dispositif policier était déployé sur place, des gendarmes mobiles empêchant les manifestantEs de rentrer dans l'AFPA. Un déploiement de force qui n'a pas découragé ces derniers : les 70 personnes rassemblées ont même contraint le véhicule de la ministre à faire demi-tour et à faire un long détour pour entrer dans le centre. Un des manifestantEs a même réussi à participer à la conférence de presse de la ministre et à l'interpeller sur la loi travail. Décontenancée, celle-ci s'est tournée

vers ses communicants avant de justifier son projet de loi, qui « vise à apporter de nouveaux droits aux salariéEs et reçoit le soutien de syndicats réformistes »!

Cette petite opération impromptue prouve que les ministres ne peuvent pas venir faire leur com' tranquillement tout en faisant passer la loi des patrons. Elle montre aussi que, bien qu'encore minoritaires dans chaque entreprise, les travailleurEs en lutte contre la loi travail sont déterminés à se battre jusqu'à son retrait. Une ébauche concrète de convergence des secteurs en lutte qui en appelle d'autres!

Correspondant

MOUVEMENT

## La rue contre la loi travail

La ministre du Travail le dit et le répète, elle ne cédera pas à la rue et ne retirera pas la loi travail. Depuis bientôt deux mois, c'est pourtant la rue, c'est-à-dire les manifestations, qui sert de baromètre à la mobilisation contre cette loi qui entraînerait des reculs sociaux décisifs.

Le mercredi 9 mars fut un peu une divine surprise avec des cortèges importants et combatifs, cela alors que l'appel reposait au départ sur la seule pétition contre le premier projet de loi, avec des syndicats notamment CGT peu disposés à engager la bataille. Jeunes et équipes syndicales ont alors transformé de simples rassemblements en manifestations combatives.

La fixation de la journée nationale au 31 mars a suscité de nombreux débats : trop « loin » ou donnant du temps pour mobiliser ? Les journées intermédiaires des 14 et 21 mars, initiées par les organisations de jeunes, certains syndicats, associées à l'émergence des Nuits debout, ont assuré la permanence de la mobilisation, parfois même son élargissement.

PITHIVIERS (45)

# MobiliséEs pour sauver la maternité de l'hôpital

Environ un milliers de personnes ont défilé samedi 30 avril pour la sauvegarde de l'hôpital de Pithiviers...

Partant de deux points différents du nord et du sud de la ville, deux cortèges ont fait leur jonction sur la place principale pour défilé ensemble jusqu'à l'hôpital où un meeting et des prises de parole des différents acteurs sociaux se sont déroulés. La manifestation s'est arrêtée devant le domicile de Mme Procureur, directrice de l'hôpital, largement connue pour son palmarès de « liquidatrice » chargée de mettre en œuvre les souhaits de l'Agence régionale de santé (ARS) du Centre. Fait nouveau, à cette manifestation se sont joints les agriculteurs avec une trentaine de tracteurs décorés de drapeaux Solidaires et Unsa, avec dans l'une des remorques deux hospitalières en tenue mimant un accouchement. Étaient aussi présents des motards qui ont fait rugir leurs machines, des ambulanciers et même des médecins qui ont fait grève « car la fin de la maternité, c'est le départ assuré de patientEs ». Dans ce cortège où étaient présents le NPA et LO, nous avons noté l'absence du PCF et la très petite présence de la CGT.

## Un inacceptable ultimatum

Soulignant l'urgence imposée par l'ARS, un quasi-ultimatum de huit jours donné aux personnels pour trouver des médecins anesthésistes et obstétriciens, un représentant des personnels SUD a fustigé la ministre Marisol Touraine dont « le silence assourdissant concernant le devenir de la maternité et par là, à terme, celui de la totalité de l'hôpital, était un signe inquiétant qu'il fallait prendre au sérieux pour rester mobilisés et préparer d'autres actions fortes ».

Les nombreux éluEs présents dans le cortège ont bien senti la colère palpable à travers les slogans et l'investissement des différents corps sociaux : gageons qu'ils sauront faire bouger les lignes ! À moins que dans cette région fortement ancrée à droite, ils laissent volontairement pourrir la situation afin de déconsidérer un peu plus le pouvoir PS-Medef en place.

CorrespondantEs



TouTEs ensemble pour la maternité! DR



À pied, en moto, en ambulance... ou en tracteur... DR

## RIVESALTES (66) « Factrices et facteurs debout! »

À Rivesaltes, 150 jours de grève au centre de tri pour obtenir l'abandon du plan de restructuration, la requalification en CDI des emplois précaires, le droit de regard syndical sur la charge de travail...

Depuis le 30 novembre, les réunions publiques ont succédé aux apparitions dans les manifestations, à l'occupation des locaux du conseil départemental, aux actions interprofessionnelles et solidaires avec les agents des Impôts, les convoyeurs de fonds de Loomis, les jeunes employés du KFC... Les grévistes sont même venus soutenir le « faucheur de chaises » convoqué en janvier par la gendarmerie pour l'action contre l'agence BNP de Perpignan. Et le 31 mars, c'est dans ce département qu'il y a eu le plus fort taux de grévistes à La Poste au niveau régional.

### La place occupée

Des avancées ont été arrachées par la grève sur l'emploi et les conditions de travail, mais des points importants restent à valider et les grévistes exigent



150 jours de grève et toujours debout! DR

des garanties, notamment qu'aucune sanction ne soit prise à leur encontre ainsi qu'à l'encontre de leurs représentants syndicaux.

Et, le 25 avril, face à une direction revancharde ne lésinant pas sur les intimidations, les lettres de menaces, l'emploi illégal d'intérimaires, les grévistes, forts du soutien des usagerEs, ont décidé : « Factrices et facteurs debout ! » Une occupation de la place du marché 24 heures

sur 24, avec de belles tentes (rouges !) et des lits de camp, « en résonance avec les actions menées dans le cadre de "Nuit debout", ce que l'on pourrait appeler la convergence des luttes », comme le déclare SUD-PTT 66.

Face à une direction qui se couche devant la « rentabilité » et qui n'a plus aucun sens de la solidarité du service public, les factrices et les facteurs se sont mis debout.

Correspondant

SOTTEVILLE-LÈS-ROUEN (76)

## « Chaîne humaine » pour une famille arménienne

Fin mars, les enseignantEs des collèges Jean-Zay et Émile-Zola découvrent que les parents de deux élèves, frère et sœur, scolarisés respectivement en quatrième et en sixième dans ces deux établissements, sont menacés d'expulsion.

Le père et la mère sont arméniens et ont aussi un garçon de 18 mois. Depuis le 8 mars, ils sont assignés à résidence et doivent signer une fois par semaine au commissariat de police. C'est en général l'antichambre de l'expulsion.

Le choc est rude pour les enseignantEs, puis pour les parents d'élèves, puisque rien ne pouvait laisser imaginer cette situation d'urgence pour ces élèves, scolarisés depuis 4 ans et parfaitement intégrés dans leur classe et leur collège. D'autant que toute la famille proche (les grands-parents, les deux oncles et leur famille) vivent dans l'agglomération rouennaise et sont régularisés depuis longtemps déjà en raison des menaces qui pèsent sur la communauté yézide en Arménie.



La chaîne de la solidarité. DR

### Pas d'expulsion !

Avec l'aide de RESF (Réseau éducation sans frontières), un comité de soutien est rapidement créé juste avant les vacances de Pâques. Il organise un relais de présence pendant les vacances scolaires et se montre très actif et réactif. Pendant les vacances scolaires sont signées des pétitions sur les marchés, plus d'un millier de signatures, deux rassemblements d'une cinquantaine de personnes devant la préfecture, conférences de presse... Lundi 11 avril à 8 heures, le comité réussit à mobiliser dans l'urgence pour empêcher l'expulsion de la famille par trois policiers de la Police de l'air et des frontières qui ont la surprise de trouver plus de quarante personnes pour les accueillir...

À force d'insistance, un rendez-vous est obtenu à la préfecture avec le directeur de cabinet de la préfète vendredi 15 avril. Malgré des signes d'apaisement donnés par la préfecture, l'action « chaîne humaine » prévue pour le mercredi 20 avril est maintenue. Ainsi, le midi, à l'heure de sortie des cours des collèges, enseignantEs, parents d'élèves, élèves, soutiens se sont retrouvés à 450-500 pour former une chaîne humaine entre les deux collèges.

Un vrai succès, un moment fort, émouvant, montrant concrètement que dans ce pays existent la solidarité, une résistance à l'injustice et au sort honteux réservé aux migrantEs. La mobilisation est maintenue pour continuer à protéger la famille.

Correspondante

Avec plusieurs centaines de milliers de manifestantEs, le jeudi 31 mars aura marqué une progression significative de la mobilisation. Dans la foulée, les manifestations du samedi 9 avril, censées permettre un élargissement, furent plutôt un palier pour un mouvement semblant marquer le pas. Entre deux, le gouvernement tentait de démobiliser le mouvement en concédant quelques reculs ne touchant pas à l'essentiel.

### Un palier difficile à franchir

Nouveaux débats autour de la date du jeudi 28 avril, de nouveau trop loin, trop mou ? Au lendemain d'un congrès de la CGT où la détermination des équipes syndicales imposait à la direction confédérale une certaine radicalisation, le bilan de la journée de grève et de manifestations du 28 avril était contrasté,

avec deux fois moins de manifestantEs que le 31 mars.

Dans les jours précédents, le gouvernement s'était livré à une nouvelle opération de déminage en accélérant les négociations autour du mode d'indemnisation des intermittentEs du spectacle. Un accord qui, bien que suspendu à sa validation par les « partenaires sociaux » dont le Medef, a démobilisé un secteur combatif et fédérateur.

Au total, des cortèges dynamiques mais numériquement affaiblis, notamment en raison des congés scolaires et de la non-reconduction de la grève, pourtant massive, du 26 avril à la SNCF, du fait du refus de la fédération CGT de lier les combats contre la loi travail et sa déclinaison à la SNCF, le décret-socle. Mais une combativité maintenue s'exprimant par des blocages, de Gennevilliers (92)



Dans la manif parisienne du 1<sup>er</sup> Mai, tout un programme... PHOTOTHÈQUE ROUGE/MILO

au Havre (76) souvent en lien avec les Nuits debout.

Mais c'est surtout le développement des violences policières qui est le marqueur des dernières manifestations. Il est devenu presque banal que les cortèges syndicaux soient précédés de plusieurs rangs de flics-Robocop, que les cortèges soient bloqués, disloqués, empêchés

d'aller jusqu'à leur point de destination, avec une recherche du contact physique en véritable provocation permanente. Le tout dans le cadre d'une violente offensive politique contre les syndicats qui s'accompagne d'une systématisation des arrestations, notamment de jeunes, avec des centaines de manifestantEs blessés dont certainEs gravement, ainsi que des centaines d'arrestations.

### Un nouveau souffle ?

Les traditionnelles manifestations du dimanche 1<sup>er</sup> Mai se sont inscrites dans les mêmes logiques. Des cortèges numériquement stables et une combativité maintenue, et une nouvelle escalade dans les violences policières, avec des forces de police omniprésentes. Et avec en prime la limitation des autorisations pour les Nuits debout de Paris.

Les quelques milliers de manifestantEs rassemblés ce mardi 3 mai, jour du début du débat à l'Assemblée nationale, témoignent d'une disponibilité elle aussi maintenue des équipes militantes qui peinent toujours à entraîner plus largement autour d'elles. Dans les rangs des manifestantEs, on se consulte sur les rumeurs de négociations « secrètes » engagées par FO ou la CGT... Les interventions de Mailly et Martinez sont prises pour argent comptant, avec notamment un appel à une nouvelle journée de mobilisation le jeudi 12 mai.

Pour certainEs, l'idée que la loi pourrait ne pas passer à l'Assemblée expliquerait l'attentisme encore largement partagé, et pourrait laisser la place à un possible rebond appuyé sur un nouveau souffle envoyé par les cheminotEs. TouTEs ensemble.

Robert Pelletier

## **Les comités en action!**

**Strasbourg** Après le 1<sup>er</sup> Mai, la fête anticapitaliste. Cette année, une manifestation certes modeste mais dynamique. Malgré les nuages et le froid, nous ne sommes pas découragés!

Bien évidemment, les slogans se sont polarisés contre la loi El Khomri et la précarité rampante. Mais les slogans chantés dans le cortège NPA ont exprimé de façon plus large notre ras-le-bol de ce gouvernement au service des actionnaires et de sa politique d'austérité, mais aussi de son appareil répressif, qui s'est abattu d'abord brutalement sur les quartiers populaires pendant l'état d'urgence, dans le prolongement d'une politique ouvertement raciste et discriminante, puis plus récemment contre les manifestants.

Après avoir battu le pavé strasbourgeois, le NPA 67 et ses sympathisantEs se sont retrouvés à la traditionnelle fête du NPA pour partager un repas, un verre et un peu de fraternité. Le repas a été égayé par les camarades chiliens, qui ont tenu à partager avec nous musique et empanadas. Barbecue, salades, repas végétarien et tartes maison ont été une bonne occasion de s'asseoir ensemble autour d'une même table pour poursuivre en toute convivialité les débats amorcés dans les réunions unitaires, faire le point sur la situation... et préparer dès à présent la suite de la mobilisation.



DR

**NPA NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE PARIS**

Salle Olympique de Gougues  
15, rue Merlin, Paris 19<sup>e</sup>  
M° Voltaire ou Père Lachaise

**fête anticapitaliste**

**samedi mai** prix libre

10h Table ronde « état d'urgence et violence d'état »

13h30 Table ronde « ouvrez les frontières »

**18h Meeting avec Philippe Poutou**

**20h Concert Sidi Wacho**

théâtre, spectacle pour enfants, bar, restauration.

FAKIR PRODUCTION

MERC PATRON!

## **L'Anticapitaliste la revue** Le n°76 est disponible

Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à :

**L'Anticapitaliste,**

2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil cedex.

Pour vous abonner,  
remplissez  
le formulaire page 12.



# Philippe Poutou en mode manif

Comme pour beaucoup de militantEs, semaine dans la rue pour le candidat du NPA, avec la participation à la manifestation parisienne contre la loi travail le jeudi 28 avril, puis à celle du 1<sup>er</sup> Mai à Bordeaux.

**J**eudi dernier, il est presque 14 heures. Philippe Poutou arrive au point fixe du NPA sur le boulevard Arago. Tout est déjà installé, les camarades parisiens ont accroché les banderoles et les drapeaux, sorti les journaux, tracts et autocollants, prêts à être distribués. La journée avait mal commencé pour Philippe. L'avion en provenance de Bordeaux avait 3 heures de retard et une interview de LCI a dû être annulée. Derrière les forces de l'ordre en rangs serrés qui désormais « ouvrent » les manifestations parisiennes sous le gouvernement Hollande, les premiers manifestants, avec le cortège de Force ouvrière. Philippe distribue le tract, et il ne reste pas longtemps dans l'anonymat. Certains chuchotent à l'oreille de leurs voisins. La plupart lui disent un mot sympathique, « Bon courage, Philippe », « Tiens bon », « On est content que tu sois là », « C'est bien que tu sois candidat », etc. Certains le saluent en rigolant d'un « président ». Quelques-uns viennent discuter, se faire prendre en photo avec lui. Et pendant 2 heures, les cortèges de Solidaires, de la FSU, de la CGT, etc. défilent. Et ils réservent le même accueil à Philippe, toujours aussi accessible et disponible.



Philippe toujours en manif... et en discussion. PHOTOTHÈQUE ROUGE/MILO

C'est la queue de manif, le point fixe du NPA est démonté pour manifester. Le cortège du NPA grossit, renforcé par les camarades qui reviennent de leurs cortèges syndicaux. En chemin vers Nation, au point fixe d'Attac, un militant d'Attac donne à Philippe un billet de « 60 milliards d'euros » (imprimé par Attac pour dénoncer la fraude fiscale en France) et lui lance avec un grand sourire : « Pour financer ta campagne ! »

**Du repas... au commissariat!**  
Trois jours plus tard, le 1<sup>er</sup> Mai à Bordeaux, 4 000 personnes en

manifestation. Après celle du 28 avril, nous espérons être plus nombreux, mais sous un beau temps ensoleillé, le cortège était dynamique, du moins en fin de cortège, notamment avec la CNT et le NPA. Philippe, présent dans le cortège du NPA, a beaucoup de discussions pendant le trajet : des questions sur la suite du mouvement et sur sa capacité à retrouver de l'élan, sur la façon de développer les expériences de convergences ; des échanges aussi sur les brutalités policières et sur la répression qui s'acharne contre le mouvement ; des interrogations enfin sur l'attitude

sectaire des dirigeants de la CGT dans les manifestations, sur leur « boycott » des assemblées de Nuit debout ou des assemblées générales interprofessionnelle que des militantEs essaient de mettre en place. La journée continue avec le « traditionnel » repas du 1<sup>er</sup> Mai du NPA 33. Un peu moins fréquenté que d'habitude, c'est dommage, mais là encore les discussions étaient nombreuses. Avec pour dessert une prise de parole axée sur l'importance du mouvement social actuel qui va marquer pendant un moment la période, car il remet bien au goût du jour les idées de la contestation du système capitaliste, et pose pour nous la nécessité de l'organisation, de construire un outil politique pour les opprimés préparant l'affrontement avec les possédants. Enfin, pour finir la journée, Philippe est allé... devant le commissariat de police pour participer à un rassemblement de soutien à un jeune étudiant, militant du mouvement, embarqué « sauvagement » par la police juste après la manifestation et mis en garde vue sans aucune explication (violence aggravée contre des policiers?). Un nouveau cas de répression injustifiable.

**Correspondants**

## En manifestation

# Belle réussite de la mobilisation pour le droit d'asile à Rennes

Le collectif de soutien aux sans-papiers de Rennes avait fait le pari de rassembler plusieurs collectifs d'un peu partout en France pour manifester pour le droit d'asile, ainsi que de coordonner les pratiques militantes...



Le message est clair. DR

**L**e choix de Rennes a été motivé par l'utilisation par la préfecture de Rennes du fichier européen biométrique Visa-bio. Celui-ci permet d'expulser les demandeurs d'asile vers le pays européen pour lequel ils avaient obtenu un visa lorsqu'ils ont été obligés de fuir le pays où ils sont persécutés. Ce système crée des clandestins puisque les gens refusent l'expulsion vers un pays qu'ils n'ont pas choisi, restent en France... mais deviennent sans-papiers. Actuellement, ce système est expérimenté à Rennes, mais a vocation à être généralisé au reste de la France. Suite à sa mise en place, la demande d'asile sera quasi impossible en France.

### La tête et les jambes

Et ce fut un succès puisque ce samedi 30 avril, plus de 40 collectifs se sont rassemblés le matin pour échanger sur la situation générale, la mise en application de la nouvelle loi asile, les pratiques préfectorales en matière d'asile, les réponses à opposer... 120 personnes étaient présentes lors des ateliers. Puis, sous le beau soleil breton, près de 1500 personnes ont manifesté au rythme des batucadas, des percussionnistes

du collectif lillois, mais surtout au son des slogans des manifestants. La régularisation de tous les sans-papiers et l'ouverture immédiate des frontières étaient bien entendus au centre des revendications.

Cette manifestation qui se déroulait en plein mouvement social et de la jeunesse était un bon exemple de convergence des luttes et de combat global contre ce système capitaliste destructeur.

Le NPA Rennes a pris toute sa part dans l'organisation de cette initiative et nos slogans internationalistes, antiracistes et anticapitalistes ont été bien repris.

**Correspondant**

Cinéma

# Dalton Trumbo de Jay Roach

Avec Bryan Cranston, Diane Lane et Helen Mirren. Sortie le mercredi 27 avril

*Le scénariste et romancier Dalton Trumbo fit partie des célèbres « dix d'Hollywood » qui refusèrent de témoigner devant la commission des activités antiaméricaines, quand la chasse aux sorcières communistes commença avec la guerre froide en 1947...*

Trumbo le paya de onze mois de prison et fut inscrit sur la liste noire qui lui interdisait de continuer à travailler sous son nom. Il s'y retrouva en compagnie d'autres grands artistes et intellectuels américains, comme Charlie Chaplin, l'acteur Sterling Hayden, les romanciers Howard Fast et Dashiell Hammett, tous accusés d'appartenir au PC américain... ou simplement d'avoir signé des pétitions en faveur de la République espagnole contre Franco!

Trumbo, comme Fast et Hammett, furent d'autant plus surpris qu'ils se considéraient comme des patriotes américains : ils avaient fidèlement servi leur gouvernement pendant la guerre en travaillant dans les services de propagande de l'armée, car le PC soutenait alors l'effort de guerre en raison de l'alliance entre les États-Unis et l'URSS. Après le virage patriotique du PC, Trumbo avait même renoncé à diffuser son roman antimilitariste *Johnny got his gun...*

**Une réhabilitation... 68 ans plus tard!**

Avec ce film, Hollywood rend donc justice et hommage à un de ses auteurs les plus féconds et les plus talentueux... 68 ans après l'avoir contraint à travailler sous des pseudonymes et à s'exiler au Mexique. Mais cet

hommage est lui-même très... hollywoodien. En dépit d'une reconstitution habile et de tout le talent de l'acteur Bryan Cranston, les convictions profondes de Trumbo n'apparaissent guère. Le film insiste bien davantage sur sa vie de famille et la frustration de ne pas pouvoir recevoir lui-même les récompenses attribuées à ses œuvres. Le maccarthysme apparaît comme une sorte d'absurde malentendu entretenu par quelques illuminés dont la chroniqueuse anticommuniste hystérique Hedda Hopper, antisémite de surcroît, interprétée de façon magistrale par Helen Mirren. Les meilleurs passages du film sont sans doute ceux où Dalton Trumbo doit fabriquer des scénarios à la chaîne pour des producteurs de série Z.



Un humour caustique et décalé sauve le film de l'académisme complet.

On notera l'apparition de diverses stars de l'époque, comme l'ultra maccarthyste John Wayne, le timoré Edward G. Robinson qui balancera ses camarades, et le courageux Kirk Douglas qui imposera

le nom de Trumbo au générique de Spartacus en 1960. C'est sur cette réhabilitation approuvée par Kennedy himself que se conclut le film. La démocratie américaine a finalement triomphé de l'obscurantisme. À Hollywood, on préfère les happy end...

Gérard Delteil

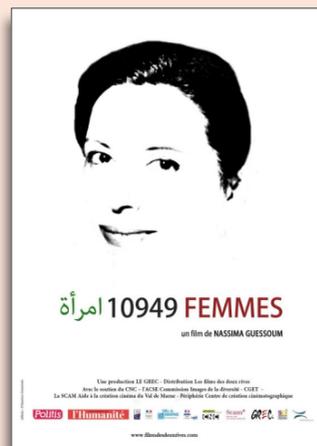
## 10 949 femmes de Nassima Guessoum

Sortie mercredi 27 avril

10 949 car selon les statistiques officielles algériennes, elles sont 10 949 femmes à avoir participé à la guerre de libération nationale (en fait plus selon la réalisatrice). Le film débute par des images de la télévision algérienne sur la célébration du 55<sup>e</sup> anniversaire du déclenchement de la guerre de libération, avec Bouteflika puis une chanteuse qui entonne l'hymne national. Loin de ce monde, Nassima Hablal chantonne du Brassens en préparant le café.

Nassima avait fait des études et était employée dans l'administration française à Alger. Parallèlement, à 17 ans, en 1945, a commencé son engagement militant clandestin. Elle raconte sa vie en la ponctuant de chansons françaises des années passées. Arrêtée en 1957, elle a été torturée par les militaires français, condamnée. Libérée, elle rejoint la lutte jusqu'à l'indépendance.

Ce n'est pas un film héroïque ; les trois femmes du film, outre Nassima, Baya Laribi ainsi que Nelly Forget, ont très durement (surtout pour Nassima et Baya) payé leur engagement, mais elles en parlent simplement sans rien dissimuler. Y compris les désillusions : Nassima était liée à



Abane Ramdane (un des principaux dirigeants du FLN, éliminé en 1957 par ses propres compagnons), et elle a mal vécu les clivages entre les combattants de l'intérieur ou de France et ceux qui étaient à l'extérieur et, à l'Indépendance, sa joie a été mêlée d'amertume.

Le film permet de revenir sans pesanteur sur beaucoup de questions, et d'abord sur le rôle des femmes dans la lutte du peuple algérien. À voir s'il passe près de chez vous et à en suggérer la projection si vous le pouvez.

Henri Wilno

Le dossier de presse, passionnant, peut être lu sur <http://filmsdesdeuxrives.com>

Exposition

## « Guy Brunet réalisateur. Le studio Paravision »

Jusqu'au 29 mai au Lieu unique (Nantes)

Du 13 avril au 29 mai 2016, se tient à Nantes la première exposition en France du cinéaste autodidacte Guy Brunet. Un créateur atypique proche de ce que l'on appelle l'art brut. « Nous y assistons à l'opération artistique toute pure, brute, réinventée dans l'entier de toutes ses phases par son auteur, à partir seulement de ses propres impulsions. De l'art donc où se manifeste la seule fonction de l'invention, et non, celles, constantes dans l'art culturel, du caméléon et du singe », écrivait sur le sujet Jean Dubuffet dans *l'Art brut préféré aux arts culturels*.

Issu d'une famille d'exploitants de cinéma, Guy Brunet s'est imprégné dès son plus jeune âge des héros et images d'Hollywood, qui restent pour lui son univers. Contraint par la vie à ne pouvoir poursuivre d'études et à devenir travailleur manuel, il commence dès les années 1960 à écrire ses premiers scénarios (plus de 350 au total) sur des cahiers d'écolier, avant de concrétiser son souhait le plus cher : faire des films ! Sans moyen, sans relation, sans acteur... mais riche de sa large culture cinématographique, il imagine chez lui un studio de cinéma, le studio Paravision, dans lequel il fabrique ses comédiens/personnages (plus de 700 silhouettes au total – réalisées en carton et scotch – de vamps, acteurs, producteurs, réalisateurs), ses décors (produits à partir d'objets de récupération), ses affiches (peintes à l'acrylique dans le moindre détail, elles peuvent placer un second rôle au premier plan), qu'il met en scène dans son studio de quelques mètres carrés au fin fond de l'Aveyron où il vit. Il tourne avec une petite caméra numérique. Les scènes et les dialogues sont tous écrits par ses soins.



Son cinéma surprend, étonne, dérange, à la fois dérision et poésie, passion aussi pleine de spontanéité... À Nantes, on peut faire connaissance avec ses personnages, ses décors, ses films, tout un monde à découvrir.

Yvan Lemaître

## Roman Vi, Kim Thuy

Éditions Liana Levi, 2016, 14,50 euros

L'impact de la colonisation et de la guerre sur les populations vietnamiennes a déjà été largement évoqué et romancé, notamment par la grande Duong Thu Huong. Par ces temps de migration mondiale, ce nouvel ouvrage apporte un éclairage un peu nouveau en s'interrogeant à travers le cas d'une jeune nantie vietnamienne, boat people puis immigrée au Canada, sur comment se reconstruire et rebondir.

Un fait est certain, les immigrés sont des humains comme les autres : ils souffrent et aiment, mais la volonté d'intégration brouille le jeu en mélangeant des références culturelles doubles. On ne doit pas attendre des migrants une idéalisation du monde qui les accueille, et on ne doit pas sous-estimer le désir de retour.

On ne sent pas de révolte chez l'héroïne de ce livre, elle voudrait juste reprendre le fil de l'histoire. La plupart des êtres humains n'aspirent-ils pas seulement à vivre tranquillement, sans autre ambition ?

Catherine Segala



Radio

## Radio Debout, média en mouvement

Chaque soir aux alentours de 18 heures, une petite troupe de techniciens s'agite place de la République à Paris. Une table de mixage 8 pistes, deux ou trois ordinateurs, un ampli pour les casques, une clé 4G et trois micros. Il est 19 heures, et Radio debout commence à émettre...



La radio en mouvement... DR

Installée sous un abri de fortune sommairement dressée avec des cordes et des bâches et quelques guirlandes lumineuses, la radio fait avec les moyens du bord. Mais chaque soir pendant près de 5 heures, les invités se succèdent au micro pour raconter, chroniquer, commenter, le mouvement Nuit Debout. Les invités y sont aussi divers que les animateurs eux-mêmes.

Des célébrités sont passées dans le studio, comme Yanis Varoufakis, Rodolphe Burger ou Marcel Trillat, des intellectuels comme Manuel Cervera-Marzal ou Bernard Stiegler,

mais la plupart du temps, ce sont les acteurs des mobilisations, les animateurs des commissions de la Nuit debout qui sont à l'antenne. Située à quelques encablures de l'assemblée générale qui se tiens chaque soir, l'antenne fait une large part aux prises de parole qui ont lieu place de la République.

Et puis c'est aussi une série de duplex fait avec les autres Nuits debout : Toulouse, Marseille, Auch, ou encore Le Gosier en Guadeloupe qui racontent comment les Nuits debout sont déclinées ici et là. Autour des micros et de la table de mixage, on retrouve des gens qui viennent de Radio France, de Radio

Campus, ou encore de Fréquence Paris Plurielle. Des passionnés du son qui pensent la radio comme un formidable outil de médiation entre un mouvement qui se fait sous leurs yeux et le récit immédiat qui peut en être fait.

Radio Debout est une sorte de radio pirate 2.0, à l'instar des militants qui retransmettent en direct les AG via l'application Périscope qui transforme un téléphone portable en caméra et qui diffuse en direct votre reportage. Si sur la forme, cette radio renoue avec le meilleur de la radio libre, des radios pirates ou radios de lutte, techniquement, cette radio n'a plus grand chose à voir : ici pas d'antenne, pas de diffusion hertzienne sur la bande FM, mais via internet et une application (Mixlr) pour smartphone.

Pierre Baton

Pour écouter Radio debout en direct ou pour consulter ses (jeunes) archives : <http://www.radiodebout.org>. Une partie des programmes sont également diffusés et rediffusés en FM sur Fréquence Paris Pluriel (106,3 FM en région parisienne) ou sur Radio Campus.

Annonce

### THÉÂTRE MUSICAL : À PLATES COUTURES

Du 10 au 14 mai, la Compagnie Nosferatu reprend à la Maison des Métallos à Paris *à plates coutures* de Carole Thibault, mise en scène de Claudine Van Beneden. Quatre comédiennes portent un texte écrit à partir des paroles des ouvrières de Lejaby, des femmes, complices dans leur quotidien et dans cette belle lutte qui avait révélé toute leur force et leur capacité de résistance. Salué par la presse et par le public en 2015, la reprise de ce spectacle ne peut que nous réjouir. À ne pas rater, ça ne dure qu'une semaine. Maison des Métallos, 94 rue Jean-Pierre Timbaud, Paris 11<sup>e</sup>. Réservations au 06 87 28 36 78.

# « La situation en Grèce par rapport à la circulation et aux conditions de vie des migrantEs et réfugiéEs devient intolérable »

**En quoi consiste le récent accord entre l'Union européenne, la Turquie et la Grèce? Quelles conséquences pour les migrantEs et les réfugiéEs en Grèce?**

C'est un ensemble de mesures qui facilitent l'expulsion des réfugiéEs et le rejet d'une demande d'asile sous prétexte que la Turquie serait un « pays présumé sûr », et qui prévoient la détention de ceux dont les demandes d'asile sont refusées. L'Otan et Frontex étant déjà gardiens de la mer Égée, la situation en Grèce par rapport à la circulation et aux conditions de vie des migrantEs et réfugiéEs devient intolérable. Les réfugiéEs bloqués dans le territoire grec sont désormais emprisonnés. L'État grec est en train de créer des ghettos nommés « centres d'hébergement ». Il ne s'agit que de centres de rétention, de camps gardés par la police, c'est-à-dire des prisons dans lesquelles les conditions de vie sont abominables. Par exemple, le centre de Katsikas en Épire est un campement gardé, plein de boue, dans lequel les réfugiéEs dorment entre les serpents... De tous les campements et centres de rétention viennent des plaintes contre les violences policières faites aux personnes solidaires, ainsi que contre le manque total de soins de santé et d'hygiène. Deux personnes sont mortes ces derniers jours, l'une à cause du manque de soins sanitaires dans le centre, et l'autre blessée par un camion de la police.

Suite à la confirmation de l'accord UE - Turquie par le Parlement grec (1<sup>er</sup> avril), ont eu lieu les premiers jours des dizaines d'expulsions de migrantEs et réfugiéEs, dont la plupart se trouve maintenant dans les centres de rétention en Turquie. La confirmation de l'accord menace aussi le mouvement de solidarité: il y a eu beaucoup d'arrestations et de violences contre les gens venus pour aider/visiter les réfugiéEs, et les chaînes de télévision veulent les discréditer.

**Quelles sont les caractéristiques des mouvements antiracistes et antifascistes et de solidarité?**

Le mouvement de solidarité s'est développé dans les îles de la mer Égée et s'est étendu rapidement partout en Grèce. Des personnes solidaires soignent les réfugiéEs, cuisinent pour des centaines de personnes chaque jour, jouent avec les enfants, traduisent et diffusent les informations importantes, etc. Les habitantEs des villes se trouvant sur le chemin des réfugiéEs vers la Macédoine ouvrent leurs maisons. La liste des initiatives est sans fin... Le mouvement antiraciste et antifasciste est aussi un mouvement énorme qui a une très longue histoire, qui se bat contre les néonazis d'Aube dorée et les attaques racistes de la police depuis des années. C'est ce mouvement qui a obligé la justice grecque à poursuivre Aube dorée en octobre 2013 avec des énormes mobilisations suite aux assassinats de Shehzad Luqman et de Pavlos Fyssas.

On demande l'ouverture de tous les édifices nécessaires pour accueillir, héberger et soigner les migrantEs, les réfugiéEs, et leurs enfants. Que les universités inscrivent les migrantEs étudiantEs et leur offrent l'hébergement dans les cités universitaires

**Entretien.** Élu municipal à Athènes de la coalition Antarsya, **Petros Constantinou** est coordonnateur national de Keerfa (Mouvements unis contre le racisme et la menace fasciste), mouvement grec antifasciste qui agit aussi en solidarité avec les migrantEs.



centrale, en tentant aussi d'y faire participer des migrantEs et réfugiéEs (traductions, organisation de leur mobilisation avec l'aide des camarades bilingues et/ou migrantEs/réfugiéEs eux-mêmes, etc.).

**Comment peut-on faire la connexion entre les luttes contre l'austérité et celles pour les droits des migrantEs et des réfugiéEs?**

Il s'agit d'un processus qui va dans deux directions... Pour commencer, les revendications des migrantEs et réfugiéEs doivent devenir les revendications de l'ensemble du mouvement ouvrier. Jusqu'à aujourd'hui, la plupart du travail exigé pour l'accueil des migrantEs et réfugiéEs est effectué par des bénévoles et des personnes solidaires. Nous défendons que cela soit des travailleurs qui le fassent, avec la création d'emplois. Les ouvrierEs, les chômeurEs, les étudiantEs et les retraitéEs, touTEs doivent profiter de services sociaux mieux financés et étendus. Un exemple: le syndicat de l'hôpital de Gennimatas a demandé et gagné de pouvoir travailler au port du Pirée pour les réfugiéEs sur horaire de travail. On veut que cela se généralise, avec l'embauche de milliers de professionnels de la santé dont nous avons tous besoin. Et la prochaine étape sera une grève générale de 48 heures contre la nouvelle loi concernant la sécurité sociale et le système des retraites. De plus, on ne peut pas se battre contre le racisme et la rhétorique islamophobe sans se battre contre l'UE et ses politiques en général. C'est donc aussi le mouvement antiraciste qui doit adopter les revendications du mouvement ouvrier. L'UE est un des agents principaux des interventions impérialistes au Moyen Orient, l'Europe forteresse est responsable des milliers de morts en mer et sur

la route des migrantEs et réfugiéEs. Et les gouvernements d'Europe sont la source la plus importante d'islamophobie.

Par conséquent, la connexion des revendications et la convergence des luttes est un enjeu vital. On intervient dans de nombreux lieux de travail, mettant la question de l'habitat, des soins de santé, de l'éducation des migrantEs, réfugiéEs et de leurs enfants, à côté de la question des licenciements. On intervient dans toutes les mobilisations antiracistes et antifascistes pour poser aussi la question de l'Union européenne.

**Est-ce que les fascistes sont en train de reprendre la rue?**

Les fascistes se sont énormément renforcés avec la confirmation du nouvel accord, le ciblage des personnes solidaires, l'emprisonnement des migrantEs et réfugiéEs, la rhétorique islamophobe... Il y a effectivement eu des tentatives de leur part de réapparaître, sous plusieurs formes (pas seulement en tant que Aube dorée): au port du Pirée, au port de Chios et autour de quelques campements. Ils ont attaqué les migrantEs, les antifascistes et les journalistes, tout cela couvert par la police.

Le procès d'Aube dorée est toujours en cours. La lutte ne se mènera pas seulement dans le tribunal, mais aussi dehors: il faut que tout lieu de travail, tout espace social, tout syndicat, toute organisation politique de gauche, toute école universitaire etc. organise une assemblée sur le sujet et demande la condamnation des fascistes.

La victoire du mouvement en soutien aux droits des migrantEs et réfugiéEs ne laisserait aucun espace aux fascistes pour réapparaître.

*Propos recueillis par Alain Pojolat*

et les repas dans les restaurants universitaires. Que l'État et les municipalités embauchent le personnel nécessaire pour faire fonctionner ces structures.

L'ouverture des frontières pour touTEs à travers l'Europe étant la revendication principale, on demande enfin que l'État grec prévoie l'intégration dans la société grecque des migrantEs et réfugiéEs qui choisissent de rester ici. « *Open the borders* » devient « *Open the borders and cities* ».

**Quelles sont les initiatives prises par Keerfa?**

Le 20 avril dernier, Keerfa a organisé un grand événement au port du Pirée, avec la participation de plusieurs syndicats, entre autres de Penen. C'est le syndicat des travailleurs du secteur naval, qui a participé à la grande manifestation à Alexandroupolis contre le mur d'Evros, et qui se bat contre les néonazis et la privatisation du port. Les syndicats et les réfugiéEs y ont pris la parole. Avant cela, la situation était différente. Les fascistes avaient tenté de faire une descente raciste sur le port le week-end des 9-10 avril, mais ils ont été bloqués par un rassemblement de dizaines d'antifascistes. Le gouvernement a ensuite annoncé l'interdiction de tout rassemblement et manifestation dans le port, mais quelques jours plus tard, il a reculé. Ce 26 avril, il y aura un événement similaire à Elliniko où la municipalité possède de nombreux bâtiments vides (entre autres l'ancien aéroport et les bâtiments des Jeux olympiques de 2004), mais le seul endroit où les réfugiéEs ont la permission de loger est un camp semi-fermé...

À part ces initiatives, Keerfa intervient aussi auprès des conseils municipaux de plusieurs municipalités, pour demander que les mairies fournissent une liste de bâtiments convenables comme habitation et qu'elles embauchent du personnel. Enfin, nous soutenons chaque manifestation solidaire ou antiraciste, locale ou

## L'image de la semaine



## Vu ailleurs

**basta!** 90% DE LA DOSE RADIOACTIVE. C'est une première en France: la « faute inexcusable » d'un employeur vient d'être reconnue, suite à la mort d'un sous-traitant du nucléaire, Christian Verronneau, emporté par un cancer broncho-pulmonaire à l'âge de 57 ans. Christian Verronneau, qui a travaillé pour Endel, une filiale du groupe Engie (ex-GDF Suez), pendant 30 ans, a passé sa vie professionnelle dans les centrales nucléaires françaises, enchaînant les tâches très dangereuses: « Il devait décontaminer les piscines de refroidissement du bâtiment réacteur, décrit Philippe Billard du collectif Santé/sous-traitance qui réunit les salariés de la sous-traitance des industries nucléaires et chimiques. Il faut passer les parois au karcher, avec des produits spéciaux. Les poussières qui volent sont très contaminées. » Autre tâche extrêmement dangereuse qui faisait partie du quotidien de travail de Christian Verronneau: la pause de matelas de plomb sur la tuyauterie – hautement radioactive – des centrales nucléaires, pour éviter que les travailleurs intervenant au niveau (ou à proximité) de ces tuyauteries ne se prennent trop de rayons. « Cette reconnaissance de la faute inexcusable de Endel permet de briser l'invisibilité des décès pour maladie professionnelle des salariés de la sous-traitance du nucléaire », avance Philippe Billard. Ils sont près de 30 000 en France, pour un millier d'entreprises, à assurer quotidiennement la maintenance des centrales nucléaires. Le recours massif à ces intervenants extérieurs permet à EDF de réduire ses coûts et de ventiler les doses de radioactivité qui, auparavant, se concentraient sur les agents EDF. « Les sous-traitants encaissent 90% de la dose annuelle d'irradiations reçue dans les 59 réacteurs nucléaires français », tempête Philippe Billard. « Victoire pour les sous-traitants du nucléaire: la "faute inexcusable" d'un employeur enfin reconnue », Nolwenn Weiler, Bastamag, vendredi 29 avril 2016

## L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai: **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

**s'abonner par chèque**, cochez la formule d'abonnement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à: NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM			
Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo <input type="checkbox"/> 6 mois <b>28 €</b>	<input type="checkbox"/> 1 an <b>56 €</b>	<input type="checkbox"/> 6 mois <b>20 €</b>	<input type="checkbox"/> 1 an <b>40 €</b>
Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois <b>22 €</b>	<input type="checkbox"/> 1 an <b>44 €</b>		
Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois <b>50 €</b>	<input type="checkbox"/> 1 an <b>100 €</b>	<input type="checkbox"/> 6 mois <b>38 €</b>	<input type="checkbox"/> 1 an <b>76 €</b>
Promotion d'essai: Hebdo + 1 Mensuel offert		<input type="checkbox"/> 3 mois <b>10 €</b>	

**ÉTRANGER**  
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail: diffusion.presse@npa2009.org

**s'abonner par prélèvement automatique**, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à: NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo <input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	Hebdo <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

**Titulaire du compte à débiter**  
Nom: ..... Prénom: .....  
Adresse: .....  
Code postal: ..... Ville: .....  
Mail: .....

**Désignation du compte à débiter**  
IBAN: .....  
BIC: .....

**Mandat de prélèvement SEPA**  
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.  
Numéro ICS: FR4322554755

Date: ..... Signature obligatoire: \_\_\_\_\_  
[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)